

DIALOGUE GLOBAL

3.4

5 numéros par an, en 15 langues

Entretien avec Fernando
Henrique Cardoso

La vocation
de la sociologie

Chizuko Ueno,
Vladimir Yadov

La Bulgarie,
hier et
aujourd'hui

Mariya Ivancheva,
Martin Petrov,
Georgi Medarov

Les sciences sociales
en Malaisie

Shamsul A.B.,
Rahman Embong

- > **Le tourisme des favelas**
- > **Les dessous du drame de la confection au Bangladesh**
- > **Votre article vient d'être externalisé**
- > **La sociologie en Tunisie après la révolution**
- > **La sociologie filmique**
- > **Des livres moins chers pour les membres de l'ISA**

NEWSLETTER



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 3 / NUMÉRO 4 / AÔUT 2013
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

DG



> Éditorial

Pour une nouvelle sociologie

L'indignation collective continue de se propager à travers le monde entier – tout récemment, en faisant passer le flambeau du parc Gezi et de la place Taksim aux principales villes du Brésil et, alors que j'écris ces lignes, au moment où un soulèvement populaire d'une ampleur sans précédent est en train de raviver la flamme en Égypte. Les foules rassemblées sur la place Tahrir manifestent leur refus profond d'une (ré)expropriation politique, même si l'issue apparaît incertaine et tragique. Ces protestations culturellement interdépendantes mais politiquement indépendantes qui englobent désormais les quatre coins du monde, exigent une nouvelle théorie des mouvements sociaux et, partant, une nouvelle sociologie qui atteigne une échelle globale.

Cette nouvelle sociologie doit prendre en compte l'interdépendance de la politique et de l'économie. Dans ce numéro, *Dialogue Global* présente ainsi la face politique cachée de la troisième vague capitaliste de marchandisation – plus connue sous le nom de néo-libéralisme. Mallika Shakya analyse la géopolitique qui régit la répartition de la production dans le secteur de la confection, à l'origine de la catastrophe au Bangladesh, tandis que Bianca Freire-Medeiros décrit la promotion du tourisme dans les favelas qui a permis aux régimes politiques qui se sont succédés au Brésil de tirer profit de la pauvreté. Jeff Sallaz s'intéresse pour sa part à la manière dont les grands groupes d'édition réalisent des profits faramineux grâce à l'externalisation de leurs activités, en comptant sur nous (et sur les bibliothèques de nos universités) pour racheter au prix fort le produit de notre propre travail ! Un peu plus loin, en Malaisie, Rahman Embong explique, tout en retraçant son histoire personnelle, comment la sociologie a été mise de côté, au moment où les grandes universités malaises cherchent à privilégier les disciplines susceptibles d'apporter à la fois des bénéfices à court terme et l'absence de troubles politiques à long terme.

Où faut-il donc chercher cette nouvelle sociologie ? J'ai suivi depuis un certain temps toute une génération postcommuniste de sociologues critiques émergeant en Europe de l'Est – en Pologne, en Ukraine, en Roumanie et dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Dans ce numéro, trois jeunes sociologues bulgares remettent en cause la teneur des débats dans leur pays. Martin Petrov s'intéresse aux parcours des sans-abri – les laissés-pour-compte à la fois de l'ancien et du nouveau régime, qui se font concurrence pour se distinguer dans les rues de Sofia. Georgi Medarov revient sur la logique complexe d'une politique d'interprétation du passé qui vise les anciens communistes – les dotant à cette occasion d'une existence fantasmagorique –, avec la motivation supplémentaire d'exonérer la Bulgarie de son passé fasciste. Ce faisant, l'attention est détournée des tendances fascistes à l'œuvre aujourd'hui. Mariya Ivancheva livre une réflexion critique sur son ralliement initial à la transition démocratique en voyageant jusqu'au Venezuela pour découvrir les dilemmes d'un autre socialisme et voir quelles informations et leçons peuvent en être tirées pour l'Europe de l'Est. Tous trois tentent de tisser une sociologie capable d'interroger le passé pour trouver une voie de sortie de la situation actuelle.

Une nouvelle sociologie appelle de nouvelles méthodes, afin d'explorer les strates polyphoniques de l'histoire et de la société. C'est ce que font Joyce Sebag et Jean-Pierre Durand, qui sont ici interviewés par Jordanna Matlon, au sujet de leur master en sociologie filmique à l'Université d'Évry. Dans la ligne de leur projet filmique, je voudrais m'adresser à tous pour vous inviter à envoyer des reportages photo (une photo en haute résolution accompagnée d'un court article de 300 mots) pour publication dans *Dialogue Global*.

> ***Dialogue Global* est disponible en 15 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Deux fois Présidents du Brésil (1995-2003), président de l'ISA de 1982 à 1986, et sociologue novateur, **Fernando Henrique Cardoso** relate les avantages et les inconvénients d'être un sociologue lorsqu'on est Président.



Intellectuelle engagée, activiste et sociologue de renom, **Chizuko Ueno**, livre ses réflexions sur le chemin difficile vers le féminisme et fait le bilan des progrès réalisés au Japon et de ce qu'il reste à faire.



Vladimir Yadov, pionnier de la sociologie russe pendant la période soviétique, défenseur de l'autonomie de la sociologie sous l'ère Poutine, ancien Vice-Président de l'ISA et professeur très apprécié, évoque les difficultés qu'il a rencontrées.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa,
Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu,
Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez,
Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi,
Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato,
Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi,
Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Andreza Galli,
Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior,
Lucas Amaral, Celia Arribas.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar
Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán
Santamaría.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Shahrad Shahvand,
Hamidreza Rafatnejad, Tara Asgari Laleh, Najmeh Taheri,
Saghar Bozorgi, Faezeh Khajezadeh.

Japon :

Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno,
Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda,
Yu Fukuda, Michiko Sambe, Takako Sato, Yuko Hotta,
Yusuke Kosaka, Yutaka Maeda, Shuhei Naka.

Pologne :

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska,
Krzysztof Gubański, Adam Mueller,
Patrycja Pendrakowska, Emilia Hudzińska, Julia Legat,
Kamil Lipiński, Natalia Jońca.

Roumanie :

Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu,
Monica Alexandru, Telegdy Balasz, Marian Mihai
Bogdan, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Miriam
Cihodariu, Alexandra Duţu, Cătălina Gulie, Angelica
Helena Marinescu, Monica Nădrag, Lucian Rotariu, Alina
Stan, Mara Stan, Elena Tudor, Cristian Constantin Vereş.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Eleonora Burtseva,
Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Julia Martinavichene,
Ekaterina Moskaleva, Asja Voronkova.

Taïwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong,
Yonca Odabaş, Zeynep Baykal, Gizem Güner.

Ukraine :

Svitlana Khutka, Olga Kuzovkina, Anastasia Denisenko,
Mariya Domashchenko, Iryna Klievtsova,
Lidia Kuzemska, Anastasiya Lipinska, Myroslava
Romanchuk, Ksenia Shvets, Liudmyla Smoliyar, Oryna
Stetsenko, Polina Stohnushko.

Consultants médias : Annie Lin, José Reguera.

Consultante éditoriale : Abigail Andrews.

> Dans ce numéro

Éditorial : Pour une nouvelle sociologie	2
Un sociologue comme Président	
Entretien avec Fernando Henrique Cardoso, Brésil	4
La vocation de la sociologie – Devenir féministe au Japon	
par Chizuko Ueno, Japon	8
La vocation de la sociologie – Sociologue, le destin d'une vie	
par Vladimir Yadov, Russie	10

> LA PAUVRETÉ MISE À PROFIT

Voyage dans la favela	
par Bianca Freire-Medeiros, Brésil	12
Les dessous du drame de la confection au Bangladesh	
par Mallika Shakya, Inde	15
Votre article vient d'être externalisé	
par Jeffrey J. Sallaz, États-Unis	18
Des livres moins chers pour les membres de l'ISA	
par Sujata Patel, Inde	21

> ZOOM SUR LA BULGARIE

Prise entre deux socialismes	
par Mariya Ivancheva, Hongrie	23
Dans les rues de Sofia, des histoires à dormir dehors	
par Martin Petrov, Bulgarie	25
Débat sur l'holocauste dans la Bulgarie postcommuniste	
par Georgi Medarov, Bulgarie	27

> LES SCIENCES SOCIALES EN MALAISIE

L'apport des sciences sociales en Malaisie	
par Shamsul A.B., Malaisie	29
Parcours d'un sociologue engagé	
Entretien avec Dato Rahman Embong, Malaisie	31

> LA SOCIOLOGIE EN DIRECT

La sociologie tunisienne après la révolution	
par Mounir Saidani, Tunisie	35
La sociologie filmique	
Entretien avec Joyce Sebag et Jean-Pierre Durand, France	37



> Un sociologue comme Président

Entretien avec Fernando Henrique Cardoso



Après avoir été ministre des Finances, Fernando Henrique Cardoso a été élu pour deux mandats successifs Président du Brésil (1995-2003). Il a été président de l'Association Internationale de Sociologie entre 1982 et 1986, pendant les dernières années de la dictature au Brésil. À cette époque, il était déjà un sociologue renommé, connu pour ses travaux pionniers sur les liens entre la dépendance et le développement en Amérique latine. Sa thèse de doctorat est un classique des études sur l'esclavage dans le sud du Brésil. Cet entretien est basé sur des remarques qu'il a formulées lors de la séance de clôture du meeting de l'Association Américaine de Sociologie en 2004, un an après la fin de son second mandat à la tête du Brésil.

Fernando Henrique Cardoso.

MB : Président Cardoso, en quoi votre métier de sociologue a-t-il influé sur votre activité comme Président, comme Président d'un pays, et pas d'un petit pays mais d'un immense pays comme le Brésil ?

FHC : Je dirais qu'à mon avis, ce qui est important en politique, comme dans le milieu universitaire, c'est de croire en quelque chose. Si vous n'avez pas une vision de l'avenir, si vous ne prenez pas position, il est impossible de laisser une empreinte sur une communauté ou un pays. Il vous faut avoir des convictions. C'est vraisemblablement le contraire de ce que l'on a toujours dit des « hommes politiques ». Comme vous, j'ai bien sûr lu Weber. Or Weber faisait la distinction entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. Mais il n'a jamais isolé l'une ou l'autre comme moteur de l'action politique. Il prenait au contraire les deux éthiques en considération. Il a lui-même été député en Allemagne, et extrêmement nationaliste. Donc il avait des valeurs.

Pour autant que vous ayez des convictions, et que vous soyez capable de les exprimer au bon moment – autrement dit, lorsque votre passage en politique coïncide avec la sensibilité des gens –, vous pouvez devenir un leader politique. Sans cela, c'est impossible. Vous pouvez être élu, mais sans

conviction, sans de profondes convictions, vous ne pouvez pas devenir un leader politique. Et dans mon cas, je voudrais rappeler que ce qui animait notre génération, ce n'était pas notre passion pour le développement économique, bien que nous ayons eu cela aussi. C'était à la démocratie que nous attachions le plus d'importance.

À l'époque où j'ai commencé à faire de la politique, nous vivions encore sous un régime autoritaire. Nous souffrions quotidiennement du manque de liberté. Nous connaissions des personnes exilées, ou en prison – des personnes victimes de tortures : c'était là la principale motivation de notre engagement. Cela supposait la réaffirmation de notre foi en la démocratie, de nos convictions démocratiques.

MB : La démocratie est un terme vague et dont on a abusé. Que signifie-t-elle pour vous ?

FHC : Il existe plusieurs types de démocraties, différentes variantes de la même valeur, avec différentes configurations. Dans le monde d'aujourd'hui, la démocratie ne se résume pas à la capacité de s'engager dans un parti politique et dans la vie électorale. Je dois dire que je n'ai jamais été un membre de parti à proprement parler. Je

>>



Illustration : Arbu.

n'ai jamais été un apparatchik. Je hais les apparatchiks. Une fois, pendant ma première campagne électorale pour être sénateur, j'ai dit face à tout un auditoire de membres de mon parti – opposé aux militaires – que les militants étaient des gens ennuyeux.

Je ne pense pas qu'on puisse réduire la politique aux partis politiques. Je crois que de nos jours ce qui est important c'est précisément d'être capable d'entrer en contact avec de larges secteurs de la société, et d'exprimer des valeurs qui s'accordent avec les sentiments diffus des gens.

Donc pour être efficace en tant qu'homme politique, il faut une certaine capacité à séduire, à communiquer, à susciter de l'émotion. Dans une certaine mesure, il faut être un acteur. Dans le bon sens du terme : non pas parce que vous jouez un rôle comme au théâtre. Non, ce n'est pas ça. Il faut avoir la capacité de communiquer et ressentir de l'émotion, et de transmettre cette émotion. Peut-être suis-je devenu un leader politique parce que j'aime les gens. Quand j'étais Président, je me suis efforcé d'être en contact avec les gens ordinaires. Les présidents sont habituellement très distants avec les gens simples en général. Mais les présidents ont des serveurs. Nous avons des gens qui s'occupent de nous, même quand nous sommes à la pis-

cine. Nous avons des chauffeurs. Nous avons des gardes du corps. Tous ces gens entourent un président au quotidien, et pas seulement des politiciens et des nantis. J'ai essayé de parler à ces gens, et de leur donner le sentiment qu'ils pouvaient me parler comme à toute autre personne. Pas comme à un président. Et j'ai essayé de les écouter, pour connaître leurs sentiments sur différentes choses. Je crois que de nos jours ce qui est important ce n'est pas d'être un acteur, au sens de celui qui donne une représentation, mais d'être capable d'exercer une influence en transmettant une émotion qui montre que vous croyez véritablement à ce que vous dites. Cela implique aussi de ne pas perdre la conscience d'être un être humain.

MB : Et la sociologie, vous a-t-elle aidé à être humain ?

FHC : La sociologie est d'une grande aide. Très souvent au Brésil les gens qui étaient en compétition avec moi – mes adversaires – disaient : « Voilà quelqu'un qui n'a jamais été pauvre. Il parle mieux français que portugais ». Ils tenaient ce type de propos à mon sujet, simplement pour me disqualifier. Mais c'était omettre l'essentiel. Le fait d'avoir enseigné à l'étranger, comme c'était mon cas, m'a appris une chose : il fallait m'ex-

>>

primer de manière plus simple et plus directe que les intellectuels ne le font habituellement.

Je me souviens quand, en exil pendant la dictature militaire, j'ai commencé à enseigner au Chili. Le portugais et l'espagnol sont des langues très proches, mais ce n'est pas la même langue. Les Brésiliens comprennent l'espagnol, cependant l'inverse n'est pas vrai. Les Chiliens protestaient à chaque fois que je prononçais un mot en portugais. J'ai donc été obligé d'éviter les mots complexes, j'ai dû simplifier.

Et puis en tant que sociologue, il est important d'être – et on nous y prépare – en contact avec les gens. Et quand l'opposition disait à mon sujet « Cet homme est incapable de communiquer avec des gens simples ou des gens pauvres », cela me faisait sourire car j'ai commencé ma carrière de sociologue en vivant avec des Noirs et en m'intéressant à la question des relations interraciales. J'ai donc été dans beaucoup de bidonvilles et de favelas, dans le sud du Brésil. Par la suite, j'ai réalisé des recherches auprès de travailleurs. Puis je suis passé à l'étude des entrepreneurs. Mais j'ai commencé ma carrière en étroit contact avec les gens simples. Je n'ai donc jamais eu de problèmes relationnels avec les gens.

J'avais aussi suivi des cours d'anthropologie. En fait, nous étudions les trois disciplines à la fois : sociologie, économie et anthropologie. Et vous savez comment sont les anthropologues – ma femme était anthropologue –, ils s'intéressent à des choses très particulières. Et ils aiment parler à tout le monde, prendre des notes, en réfléchissant sur les moindres changements de comportement. Pour un responsable politique, il est important d'avoir la capacité de comprendre les autres et de dialoguer avec eux. Cela renforce notre capacité à influencer sur les autres, pour autant que l'on puisse être un acteur, au sens que je mettais en avant précédemment : pour exprimer vos véritables sentiments d'une manière directe et sensible.

MB : Mais la sociologie peut-elle aussi constituer un handicap ?

FHC : Oui, assurément. Je me souviens que j'étais timide au début de ma première campagne pour briguer un siège au Sénat. Au Brésil, faire campagne veut dire toucher les gens. Et en retour, ils vous accaparent fortement. À la fin de la journée, on est vraiment très fatigué, épuisé par tant de passion. Une campagne électorale – du moins au Brésil – est un échange physique ; un contact de personne à personne. Il ne s'agit pas seulement de parler. Il vous faut toucher. Il vous faut être près des gens. Et ça, ça demande un certain entraînement. Donc au début cela n'a pas été facile.

Mais, bien sûr, parler est important, et pour un universitaire, ce n'est pas facile de s'adresser aux foules. Il faut à la fois simplifier et être très constructif. Et ne pas essayer de faire de grandes déclarations, tout simplement parce que les gens n'aiment pas ça. Pour un universitaire, ce n'est pas facile de s'adapter à cette situation. Je me souviens qu'au début j'ai essayé de faire un discours différent à chaque meeting. Or n'oubliez pas que pendant une cam-

pagne électorale, on peut avoir jusqu'à huit ou dix meetings par jour. J'avais honte de répéter les mêmes idées. Alors j'ai essayé d'imaginer des histoires différentes pour chaque auditoire. Cela a été un désastre.

Car personne ne saisit vraiment ce que vous voulez exprimer, il faut sans cesse se répéter. Il faut simplifier et répéter. Donc dans ces circonstances, il n'est pas facile d'être sociologue et homme politique. Mais quand nous passons à la télévision, alors nous avons un avantage considérable. Lors de ma première campagne électorale comme candidat au Sénat dans l'État de São Paulo – à une époque où le Brésil était encore sous régime militaire et où nous luttions contre celui-ci – j'ai participé à un débat télévisé avec mon adversaire. Tout au long du débat, j'ai été plutôt serein. Parce que j'essayais de donner une leçon, ou quelque chose comme ça.

Quand je suis rentré chez moi ce jour-là, mes amis étaient au désespoir ; ce n'est pas possible, disaient-ils, tu n'as pas l'énergie nécessaire, tu ne transmets pas les sentiments qu'un responsable politique doit exprimer. En fait, l'impact sur le public avait été à l'opposé de cette analyse pessimiste. C'est parce que la télévision requiert plutôt une sorte de dialogue – une conversation plus intime qu'un discours public dans un meeting – que nous avons, en tant que sociologues et enseignants, cet avantage supplémentaire de l'expérience des dialogues directs avec les étudiants. Pour nous, ce n'est pas si difficile que ça de tirer profit de la télévision en politique. Il suffit de s'acquitter de notre tâche comme un bon professeur, en exprimant nos idées d'une manière simple et convaincante.

MB : En tant que Président, comment avez-vous négocié avec les partis politiques ?

FHC : Dans le cas du Brésil, comme je l'ai dit auparavant, ce qui est véritablement important c'est la capacité des leaders à présenter une vision de l'avenir à la nation – et non aux partis. Le leader politique doit convaincre la majorité de la population, même s'il lui faut pour cela court-circuiter les partis politiques.

Très souvent, les partis sont plus susceptibles de faire barrage au changement que de l'encourager. Ils ne sont pas préparés pour s'occuper d'innovation. Donc il faut passer outre la structure des partis. En même temps, il faut être conscient qu'au bout du compte vous dépendez de la structure politique pour arriver à vos fins. Cela signifie que vous ne pouvez pas vous y opposer. Si vous entrez en conflit direct avec le système politique, vous courez le risque de devenir une sorte de dictateur ou d'être mis en cause.

On peut manipuler les masses et les mobiliser contre le Congrès. En se servant de la télévision, cela n'est pas très difficile. Mais cette voie mène vers la dictature. Il vous faut une ferme conviction démocratique et ne pas tourner les masses contre le Parlement parce que le Parlement peut être un obstacle aux changements que vous essayez de mettre en place. Il vous faut être prêt à négocier continuellement avec le Congrès. Là encore, notre formation de sociologue présente certains avantages, car nous comprenons

>>

quels sont les intérêts qui sont véritablement en jeu – pas seulement en procédant à un examen des différents partis, mais à celui des différents groupes et cercles ou même personnes au sein de chaque parti. Et, ce qui est d'autant plus important, en ne perdant pas de vue l'intérêt général.

MB : Vous avez eu votre part de crises nationales. À votre avis, comment faire face aux crises ?

FHC : Il vous faut toujours conserver votre calme en période de crise – par exemple, dans les moments de folle spéculation au sein du système financier international – et maintenir le cap, sans cela tout peut s'effondrer et vous faire couler – vous et votre gouvernement. En période de crise, avoir une capacité d'analyse pour comprendre le contexte plus général aide à conserver son calme. Il faut pouvoir agir à différents niveaux, en étant proche des gens dans certaines circonstances tout en étant capable de se maintenir à distance, pour ne pas mettre en péril le système mais au contraire apporter une feuille de route et mettre le cap vers là où vous voulez aller.

Dans ces moments, le devoir premier du chef de l'État est de préserver les intérêts à long terme de la Nation, faute de quoi elle risque de s'effondrer. Et quand elle s'effondre, reconstruire l'intégralité du système prend beaucoup de temps et implique toujours que le peuple finira par en faire les frais pour un coût social qui sera énorme. C'est aussi pour cette raison qu'il est tellement important de savoir surfer lorsque les vents sont favorables, saisir les opportunités et aller de l'avant. Cela vous rendra aussi plus fort au moment d'affronter les mauvais moments lorsqu'il vous faudra avant tout empêcher la désintégration de tout le système.

Dans quelle mesure cela est-il lié à la formation sociologique ? Je dirais dans une large mesure. Bien sûr, il y a d'autres caractéristiques liées aux biographies de chacun,

et à d'autres types de compétences. Mais fondamentalement, je dirais que notre formation de sociologue élargit notre horizon, nous rend capables de comprendre l'interaction entre les différents groupes et nous donne aussi un certain sens du relativisme, la conscience qu'il n'existe pas de vérité absolue ou de manière unique de faire les choses.

MB : Pour conclure, avez-vous des réflexions sociologiques à partager sur l'activité politique ?

FHC : À mon sens, l'activité politique dans la démocratie contemporaine requiert un processus permanent de délibération. Pour reprendre l'idée de Rousseau d'une volonté générale, je dirais qu'aujourd'hui la volonté générale est chaque jour redéfinie par tous les membres de la société. Il nous faut ouvrir un espace pour que cela ait lieu, afin que de plus en plus de gens puissent participer au processus de délibération. Les gens n'acceptent plus que la représentation se limite au vote. La légitimité aujourd'hui n'est pas seulement liée à l'acte de voter ; elle requiert une réaffirmation permanente des valeurs et de la cause que vous défendez et pour lesquelles vous luttez.

À plusieurs reprises, des millions de personnes ont voté pour moi. J'ai été élu deux fois à la présidence, avec le soutien de plus de 50% de l'électorat. Mais ces résultats ne suffisent pas. Il faut chaque jour rétablir, réaffirmer votre légitimité. C'est presque comme si chaque jour il fallait recommencer depuis zéro. Ceux qui pensent qu'on gagne une fois pour toutes la confiance du peuple se méprennent. Il faut sans cesse conserver et renouveler cette confiance en réaffirmant les valeurs qui guident votre action.

Alors permettez-moi de vous donner un seul et dernier conseil : ne faites pas de politique, c'est extrêmement difficile ! ■

> Devenir une féministe au Japon

Chizuko Ueno, Université de Tokyo (Japon)



Sociologue japonaise de premier plan, critique féministe et intellectuelle engagée dans le débat public, **Chizuko Ueno** a été une pionnière des études consacrées à la condition féminine. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages sur la question, dont *Patriarcat et Capitalisme* (1990), *Essor et déclin de la famille japonaise moderne* (1994, 2004 pour la traduction anglaise sous le titre *The Rise and Fall of the Japanese Modern Family*), *Nationalisme et questions de genre* (1989, 2009 pour la traduction anglaise sous le titre *Nationalism and Gender*), *Les mécanismes de l'érotisme* (1989), *Les politiques de la différence* (2002), *Une pensée pour survivre* (2009), *La misogynie au Japon* (2010) et *La sociologie de l'aide à la personne* (2011). Engagée de longue date dans le mouvement féministe, elle est aujourd'hui présidente de l'influente ONG *Women's Action Network* (<http://wan.or.jp/>). Vous pouvez écouter son allocution « *Forty Years of Japanese Feminism* » [40 ans de féminisme au Japon] sur <http://worldwide-wan.blogspot.jp/>, où elle dresse un bilan des gains et pertes pour les femmes japonaises au cours des 40 dernières années.

Chizuko Ueno.

« **S**ociologue » est un terme bien commode d'auto-identification. Au nom de la sociologie, je peux considérer toutes mes activités quotidiennes comme un sujet de recherche, que ce soit lire des bandes dessinées ou écouter les conversations des gens dans le bus. En tant que sociologue, j'ai développé un profond scepticisme à l'égard de la société dans la-

quelle je vis. Je ne saurais dire si c'est ma prédisposition au scepticisme qui m'influence en tant que sociologue, ou si c'est ma formation de sociologue qui m'a rendue sceptique. Toujours est-il que l'habitus sociologique nous amène à chercher autour de nous ce qui ne va pas, ce qui est fou, stupide, bizarre, déraisonnable. En retour, les gens pensent souvent que les sociologues sont fous, stupides

>>

et bizarres. Cette disposition d'esprit m'a bien préparée pour les études sur le genre, car notre monde fondé sur la sexospécificité est plein de folie, de stupidité, de bizarrerie et d'irrationalité. Quand j'étais jeune, je me souviens avoir dit « Ce qui aujourd'hui apparaît comme contraire au sens commun apparaîtra demain comme du sens commun ! » À de multiples égards, ma prédiction s'est révélée vraie, pour ce qui est des questions de genre.

Il y a une quarantaine d'années – dans les années 70 –, quand j'étais étudiante, le milieu universitaire était encore un monde d'hommes, dans lequel les femmes n'avaient pas leur place. Des hommes et des femmes participèrent ensemble au mouvement étudiant mais pour les femmes cela s'avéra une profonde déception. Le militantisme étudiant était une affaire d'hommes, et non de femmes. Nos compagnons masculins en première ligne du mouvement étudiant étaient aussi sexistes que les conservateurs.

Après la dislocation du militantisme étudiant, je me suis spécialisée en sociologie, mais seulement comme un moyen de m'échapper temporairement du monde réel, sans véritable ambition universitaire. C'est à ce moment-là que j'ai découvert les *women's studies* [études sur les femmes], qui venaient d'être introduites des États-Unis. Cela a été comme une révélation, et m'a permis de comprendre que je pouvais tout à fait m'étudier (en tant que femme). Je luttais alors pour savoir qui j'étais, et dans ce questionnement le fait d'être une femme était un élément central. J'ai eu la chance de ne pas être seule à penser de la sorte.

Je suis fière d'avoir, au Japon, ouvert la voie aux études sur les femmes, qui n'existaient pas avant nous. Les spécialistes des études sur les femmes de notre génération se sont toutes formées seules. Nous formions un groupe de travail, apprenions les unes des autres, publions des magazines et tentions d'instaurer un dialogue avec nos lecteurs. En tant que jeune sociologue, que la sociologie officielle ennuyait, j'ai d'abord trouvé mon sujet de recherche sur le genre et la sexualité à l'égard duquel je pouvais me sentir profondément impliquée, mais sur lequel je pouvais difficilement écrire sans un sentiment de colère.

Les études sur les femmes au Japon sont nées et se sont développées en dehors du milieu universitaire. Au début, nous n'espérions pas obtenir un poste d'enseignant, des fonds de recherche, des abonnements aux revues spécialisées autorisées, c'est pourquoi nous avons tout créé dans notre domaine. Les études sur les femmes n'étaient pas reconnues comme une discipline universitaire sérieuse. Mais au bout d'une dizaine d'années, c'est-à-dire dans les années 80, certaines revues universitaires ont commencé à citer nos publications. Au bout de 20 ans, dans les années 90, on m'a offert un poste d'enseignant portant sur les études de genre et de génération, à l'Université de Tokyo, réputée être la plus prestigieuse université japonaise. Là, mes étudiants choisissent librement des sujets de recherche comme la représentation des femmes dans les bandes dessinées pour filles, les communautés gay et lesbiennes, la structure discursive d'un site web pour

mères célibataires, ou l'histoire de la masturbation. En choisissant de tels sujets, les étudiants se sentent libres d'écrire leurs mémoires de licence, de master ou même de doctorat, mais il faut bien dire que leur carrière universitaire n'est pas assurée.

La sociologie m'a aidé à faire progresser les études sur les femmes. Pour reprendre l'expression utilisée par Gayatri Spivak dans ses écrits postcoloniaux, c'était comme « se battre avec l'arme de votre ennemi ». Avec *Patriarcat et Capitalisme* (1990), j'ai réussi à convaincre un lecteur masculin que quelque chose n'allait pas dans leurs relations avec les femmes. L'un de mes lecteurs m'a dit : « Après avoir lu votre livre, j'ai compris de quoi ma femme se plaignait ». Ce qu'il aurait plutôt dû faire, c'était en premier lieu d'écouter sa femme. Mais pour qu'ils comprennent nos problèmes, nous n'avions pas d'autre moyen que d'employer le langage hégémonique. C'est une situation similaire à la situation postcoloniale, où l'on emploie l'anglais pour survivre dans la communauté universitaire, où mondialisation rime avec anglocentrisme. Je suis par conséquent devenue bilingue : anglais et japonais, langages masculin et féminin, langue universitaire et langue de tous les jours, langue standard et langues locales et ainsi de suite. La place du sociologue doit être au milieu, de sorte que la théorie sur l'homme (la femme) marginal(e) de Karl Manheim reste valable.

Les études sur les femmes ont servi de pendant fonctionnel à l'activisme des femmes en milieu universitaire. Peu après, une question s'est posée, à la suite de l'institutionnalisation des études sur les femmes. C'est à nous que l'on devait cette institutionnalisation, mais avec quel résultat ? La remise en question que contiennent les études sur les femmes a-t-elle contribué à changer les disciplines traditionnellement axées sur les hommes ? Ou est-ce que ce sont les études féministes qui se sont adaptées aux disciplines existantes en s'institutionnalisant ? Le même type de question se pose au sujet de la participation des femmes dans l'armée. La participation des femmes dans l'armée a-t-elle changé l'armée, ou les femmes se sont-elles militarisées en y participant ? Qu'est-ce qui est dominant ? C'est triste à dire, mais l'histoire montre que c'est ce dernier cas de figure qui s'impose, à savoir que l'institution est capable d'absorber ses dissidents.

Nous continuons à nous battre contre certains principes de base des disciplines universitaires, tels que l'objectivité, la neutralité, la testabilité et la réfutabilité. Mais, sans aucun jugement de valeur, comment trouver un sujet de recherche approprié ? Sans un engagement sur les valeurs, comment peut-on affirmer que quelque chose n'est pas bien ? Sans aucun espoir pour la société de demain, comment peut-on poursuivre nos efforts pour des travaux de recherche rigoureux, que nous savons si peu récompensés ?

En tant que professeure émérite qui s'approche de l'âge de la retraite, je dirais seulement que je suis heureuse d'être sociologue, car la sociologie est devenue une partie de moi-même. ■

> Sociologue, le destin d'une vie

Vladimir Yadov, Institut de Sociologie de l'Académie Russe des Sciences, et ancien vice-président de l'ISA (1990-1994)



Vladimir Yadov.

Vladimir Yadov a été un pionnier de la sociologie en Union soviétique, à une époque où la discipline existait de manière précaire comme science « bourgeoise ». À l'Université de Leningrad, Yadov joue un rôle fondamental en créant dans les années 60 le premier laboratoire de sociologie, avant de publier *L'Homme et son travail* ainsi que le premier manuel de méthodologie visant à définir cette nouvelle profession. Il élabore une théorie socio-psychologique de l'autorégulation du comportement social et est élu à la tête de l'Association européenne de Psychologie sociale expérimentale. Dans la Russie postsoviétique, il devient directeur de l'Institut de Sociologie de l'Académie Russe des Sciences et développe une approche multi-paradigmatique de la sociologie. Il a longtemps représenté la sociologie russe à l'étranger et a été le vice-président de l'Association internationale de Sociologie de 1990 à 1994. Il est le leader de la mouvance libérale démocrate des sociologues russes qui s'opposent à la montée du conservatisme. Depuis les débuts de la sociologie soviétique jusqu'à aujourd'hui, il est resté très apprécié de ses étudiants.

J'ai adopté la profession de sociologue au début des années 60, et maintenant que je peux revenir sur le chemin parcouru, j'ai le sentiment que ce tournant dans ma vie a été une grande chance. Pendant de nombreuses années, les médias officiels soviétiques ont qualifié la sociologie de « pseudoscience bourgeoise ». À la fin des années 50, après la dissolution du régime stalinien, il y a néanmoins eu une période de relatif libéralisme. Avec mes collègues, nous

>>

avons réussi à mettre en place un laboratoire de sociologie à l'Université de Leningrad, au même moment où un département de sociologie – la « Section d'Études sur les nouvelles formes de travail et de loisirs » – était mis en place à l'Institut de Philosophie de l'Académie des Sciences de l'URSS. Cela a d'une certaine manière marqué le début d'un mouvement sociologique. Mais tous les pionniers de la sociologie venaient d'horizons différents et ont dû apprendre cette nouvelle profession en dehors de l'université, ou « à distance » comme on dirait aujourd'hui, à partir de manuels (essentiellement en anglais) qu'il était difficile d'obtenir et qui par conséquent devaient être diffusés par le biais de « samizdat » – des copies carbone avec les traductions dactylographiées sur du papier à cigarette.

En dépit du « rideau de fer », la communication avec des sociologues de Pologne – qui bénéficiaient d'une sociologie solidement établie comme discipline universitaire – était vitale. Nous menions des projets de recherche conjoints dans le cadre d'une collaboration entre pays d'Europe de l'Est. J'ai alors eu la chance d'engager une étroite communication avec Jan Szczepański, au moment où j'ai été formé à la théorie par Zygmunt Bauman et où Stefan Nowak a passé de nombreuses heures à expliquer toutes les nuances de la recherche sur le terrain. Aujourd'hui, en tant que doyen du Département de Sociologie à l'Université humanitaire de l'Académie russe des Sciences, je continue à travailler en étroite collaboration avec le département de sociologie de l'Université de Varsovie, où Krzysztof Kosela a hérité de la tradition de son mentor, Stefan Nowak. La tradition de coopération de la génération plus âgée de sociologues se poursuit désormais avec les nouvelles générations.

En 1958, nous avons reçu l'autorisation des autorités soviétiques pour créer l'Association soviétique de Sociologie, quoique sous étroit contrôle idéologique. Le règlement de l'Association stipulait que le matérialisme historique constitue les fondements de la sociologie marxiste. Suivant le décret du gouvernement qui constitua l'Association, ses membres étaient tenus de promouvoir les vertus de la sociologie marxiste dans les conférences internationales. D'une manière ou d'une autre, la présence de jeunes sociologues aux congrès de l'Association internationale de Sociologie a suscité de nouveaux contacts professionnels,

et des relations d'amitié ont été nouées entre les sociologues soviétiques et leurs collègues étrangers.

Dans la Russie d'aujourd'hui, la sociologie est une discipline universitaire courante. Pourtant (malheureusement), les sociologues n'ont pas le sentiment qu'il existe une solidarité entre les membres de la profession. La communauté des sociologues est divisée entre différentes associations autonomes. L'une des manifestations du « traumatisme culturel » postsoviétique, pour reprendre l'expression de Piotr Sztompka, est la polarisation sur l'évaluation de la sociologie soviétique et postsoviétique. Les polémiques soulevées par la publication de l'article de Viktor Vakhsh-tayn en sont la meilleure illustration.¹

Les maux de notre société – corruption, conflits ethniques, et autres – constituent aujourd'hui les principaux sujets de recherche. Toutefois, le niveau méthodologique, même dans les projets de recherche universitaires, reste dramatiquement inférieur au niveau de rigueur des grands sociologues de l'ère soviétique. Cela est notamment dû au fait qu'il y a une quantité inadéquate de diplômés de talent qui sont peu disposés à accepter des postes d'enseignant mal rémunérés. Dans l'esprit de beaucoup de gens, la profession de sociologue est associée à la figure de « l'enquêteur », et sociologues et journalistes sont souvent mis dans la même catégorie parmi laquelle un petit nombre d'irresponsables sont capables d'« ajuster » les données à leur convenance ou de formuler des questions dont les réponses sont prédéterminées.

Dans quelque environnement que ce soit, un sociologue doit avoir une responsabilité civique tout autant que des connaissances et une expérience professionnelles. Au contact de mes étudiants, je reste un optimiste. Bien que très peu d'entre eux envisagent cette profession comme un service à la société, je compte sur une nouvelle génération pour, dans un avenir proche, entrer sur la scène de l'histoire et donner à la sociologie la configuration professionnelle que mérite notre métier. ■

¹ V. Vakhsh-tayn, « L'état déplorable de la sociologie postsoviétique », *Dialogue Global* 2.3 ; Zh. Toschenko et N. Romanovsky, « La véritable situation de la sociologie en Russie : Riposte à Vakhsh-tayn », *Dialogue Global* 2.5 ; V. Vakhsh-tayn, "We have it all. But do we have anything?", *Global Express*, 20 août 2012).

> Voyage dans la favela

Bianca Freire-Medeiros, Fondation Getulio Vargas, Rio de Janeiro (Brésil)



La favela Santa Marta, selon le duo d'artistes J. Koolhaas et D. Urhahn. Le réaménagement de la favela, auquel ont participé ses habitants, représente un exemple frappant d'intervention esthétique visant à guider le « regard » que portent les touristes sur Santa Marta. Photo de Bianca Freire-Medeiros.

Des visites guidées dans les favelas de Rio de Janeiro, les townships du Cap et de Soweto, les bidonvilles de Mumbai, Djakarta, Le Caire, Nairobi... Depuis le début des années 90 – et dans un contexte d'intégration économique accélérée, de gestion néolibérale des zones urbaines et de cultures médiatiques mondialisées –, des territoires situés dans les mégalofoles du Sud Global

sont devenues un produit touristique dont le prix est convenu entre promoteurs et consommateurs.

Vingt pour cent de la population de Rio de Janeiro sont des habitants des favelas : environ 1,3 millions de personnes vivent ainsi dans un millier de quartiers, avec des niveaux d'urbanisation et de qualité de vie très variables. Dans l'imaginaire international, les favelas font désormais

>>



À Santa Marta, l'appareil photo du touriste étranger face au Roi de la Pop, tel qu'il a été représenté par l'artiste brésilien mondialement connu Romero Britto. Photo de Bianca Freire-Medeiros.

partie – avec les carnivals, le foot et les femmes sexy – de l'image stéréotypée du Brésil. Dans l'imaginaire brésilien, ainsi qu'une vaste bibliographie en témoigne, les favelas sont devenues une réalité essentielle dans le discours et dans les faits à partir de laquelle les principaux sujets de préoccupation – inégalités, violence, citoyenneté – sont projetés, débattus et traités par différents acteurs sociaux. C'est alors qu'émerge la *traveling favela*, les voyages dans la favela : un espace pour l'imaginaire et une entité mobile. Comme produit mondialisé et marque de fabrique, elle est utilisée dans les campagnes publicitaires d'un nombre incalculable de produits, depuis les voitures Citroën ou Nissan jusqu'aux meubles Ikea, et pour donner du cachet à des restaurants, des magasins et des clubs du monde entier. Comme destination touristique, elle s'inscrit d'une part dans les récits et pratiques à l'ère de la globalisation, qui réin-

terprètent la pauvreté comme objet de consommation ; d'autre part, elle fait partie de l'expansion de ce qu'on appelle les *reality tours*, lesquels promettent un contact direct et sûr – sous l'étroite supervision d'un personnel professionnel – avec des territoires marginaux, idéalisés en tant qu'antipode du monde d'où viennent les touristes.

Au Brésil, les pouvoirs publics ont dans un premier temps ignoré – et souvent ouvertement désapprouvé – l'afflux de plus en plus important de touristes vers ces zones qu'ils avaient toujours cherché à occulter. Au même moment, les élites brésiliennes soutenaient que le tourisme des favelas était une activité méprisante qui entachait l'image du pays et qui exhibait les pauvres enfermés comme dans un zoo. Aujourd'hui cependant, différents acteurs sociaux et institutions sont en train de réinventer la *traveling favela* en suivant les prin-



cipes du marketing et de la stratégie entrepreneuriale au niveau urbain, en prévision de la Coupe mondiale de la FIFA en 2014 et des jeux Olympiques de 2016. Deux évènements emblématiques, que presque 15 années séparent, peuvent aider à comprendre ce changement important et comment ce processus est en train de se consolider.

> Janvier 1996

Michael Jackson vient au Brésil pour tourner le clip de sa chanson *They don't care about us* [Ils se moquent pas mal de nous], sous la direction de Spike Lee. La favela Santa Marta, située dans l'opulente « zone sud » de Rio de Janeiro, est l'un des sites choisis pour le clip, qui visait à dénoncer l'indifférence des pouvoirs publics et des élites face à la pauvreté urbaine.

Alors que la majorité des habitants de Santa Marta se réjouit de l'évènement, le gouvernement réagit avec indignation. Marcello Alencar, alors gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, défie Michael Jackson de prouver ses bonnes intentions en apportant son aide financière à la favela. L'ancienne superstar du foot, Pelé, alors ministre des sports, affirme que le clip réduirait à néant les possibilités pour le Brésil d'accueillir l'édition 2004 des Jeux Olympiques.

La tension politique s'accroît lorsque les grands journaux de Rio de Janeiro annoncent que le prix des lieux de tournage et l'embauche de 50 habitants de la favela pour assurer la sécurité pendant le tournage ont été négociés entre Spike Lee et Marcinho VP, le chef des narcotrafiquants de Santa Marta. Le procureur de la République exige que le tournage soit interrompu, au motif qu'il cause de graves préju-

lices à l'industrie du tourisme. Lee qualifie le Brésil de « république bananière », ce qui ne fait qu'aggraver le sentiment d'orgueil blessé des fonctionnaires de l'État.

> Août 2010

La favela Santa Marta accueille le Président Lula, le gouverneur de l'État de Rio, Sérgio Cabral, et le maire de la ville de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, à l'occasion du lancement – en grande pompe – du programme « Rio Top Tour ». Le Rio Top Tour, qui a le soutien du ministère du tourisme brésilien, est l'une des différentes actions qui relèvent des UPP, les Unités de Police Pacificatrice¹.

Le Président présente le programme Rio Top Tour comme un moyen d'exploiter au mieux le potentiel touristique des favelas « pacifiées », en faisant participer leurs habitants. Ces favelas recevraient en outre des aides du gouvernement pour exploiter ce potentiel touristique. Pour comble d'ironie, l'évènement a lieu précisément là où Michael Jackson avait tourné son clip et où se dresse à présent une statue de bronze du Roi de la pop, qui aux côtés de cabanes délabrées et d'une vue magnifique sur l'océan, est devenue l'une des principales attractions touristiques de Santa Marta.

> Mai 2013

Au moment où j'écris ces lignes, un processus d'évaluation marchande pour la favela touristique est en train de se mettre en place, non seulement à Santa Marta mais aussi dans plusieurs autres favelas « pacifiées ». Ce processus est soutenu par l'État et par l'ensemble de la société civile, y compris par certaines personnalités influentes au sein même des favelas. Le gouvernement, selon les termes de Foucault, opère non par le biais de la

coercition externe mais précisément en attribuant liberté et autonomie aux habitants des favelas qui sont désormais considérés comme des entrepreneurs touristiques potentiels.

Pour paraphraser Boltanski, la valeur de telle ou telle favela en tant qu'attraction touristique est désormais mesurée en fonction de l'efficacité des services qu'elle peut offrir aux touristes, de la performance de ses habitants en tant qu'hôtes, et de sa capacité à apporter ce qu'on attend prioritairement d'une favela, à savoir de la pauvreté, un certain degré de désordre, une violence contrôlée et de la gaieté. Suivant cette logique, les touristes sont également évalués en fonction de leur valeur sur le marché : ils sont perçus comme des clients qui, à travers leur présence et leurs divers achats – tickets, souvenirs, boissons et plats typiques, etc. – contribuent au développement économique et social de telle ou telle favela.

Il est important de reconnaître que l'on n'assiste pas ici à un retrait de l'action gouvernementale. S'il est vrai que la *traveling favela* est déplacée et voyage à travers le monde avec le consentement du gouvernement, l'organisation de la mobilité sur les lieux mêmes des favelas pacifiées et non pacifiées demeure extrêmement contrôlée et entravée par les différents rouages légaux et/ou illégaux du pouvoir. Nous assistons ainsi à une reformulation des stratégies, des tactiques et des modes de régulation des territoires qui sont de plus en plus engloutis par le marché. ■

¹ En avril 2013, 32 favelas de Rio de Janeiro avaient été « pacifiées » suivant la même stratégie de base : le gouvernement annonce publiquement que la BOPE (le bataillon des opérations spéciales de police) va entrer dans une favela donnée, donnant ainsi aux délinquants le temps de fuir et évitant ainsi de violentes confrontations entre ceux-ci et les forces de police.

> Les dessous du drame de la confection au Bangladesh

Mallika Shakya, South Asian University, Delhi (Inde)



15

Deux victimes ensevelies sous les décombres de l'usine de confection qui s'est effondrée à Savar, près de Dhaka, au Bangladesh.
Photo de Taslima Akhter.

En avril 2013, l'effondrement d'un immeuble abritant des ateliers de confection à Savar, au Bangladesh, a provoqué la mort de plus de 1100 travailleurs. Malgré la vague de protestations qui a suivi l'évènement, on a peu parlé jusqu'à

présent des systèmes d'exploitation sous-jacents qui ont rendu possible une catastrophe de cette ampleur.

Ceux qui connaissent bien l'histoire mouvementée de l'industrie de la confection savent qu'elle a toujours été sujette aux accidents, et que la

>>

catastrophe qui s'est produite au Bangladesh aurait pu avoir lieu n'importe où en Asie ou en Afrique. Pourtant, lorsque le bâtiment du Rana Plaza s'est effondré au Bangladesh, les travailleurs et leurs syndicats ont tardé à réagir. En revanche, les réactions les plus vives sont venues des grossistes de la confection et des consommateurs d'Europe et d'Amérique, ce qui a influé sur l'interprétation donnée à cette catastrophe.

> Une présentation « orientaliste » des faits

« Bangladesh : encore une tragédie qui aurait pu être évitée », publiait le *New York Times* – une affirmation reprise par la BBC, *Globe and Mail*, l'agence Reuters et d'autres encore, qui n'ont pas voulu voir dans cette crise autre chose qu'un accident de plus dans le tiers-monde, qui aurait à voir avec d'avidés hommes d'affaires, des politiciens corrompus, une bureaucratie incompétente et la multitude de pauvres sans autre alternative que de risquer leur vie au travail. Le point de vue orientaliste était également rationaliste, persuadant les clients bourgeois que la solution serait d'arrêter les propriétaires des ateliers ou de condamner à une amende les acheteurs des multinationales.

Les médias ont d'abord rejeté la responsabilité sur Sohel Rana, le propriétaire du bâtiment au destin tragique, lequel aurait dit qu'on pouvait entrer et travailler en sécurité dans le bâtiment. Quatre jours plus tard, alors que le nombre de morts s'élevait à 400 personnes, un petit groupe d'acheteurs a dû payer une maigre compensation pour les victimes. Une semaine plus tard et après que soit confirmé le nombre de 700 morts, l'Union européenne menaçait de révoquer le droit accordé au Bangladesh d'exporter des vêtements en franchise de taxes douanières vers le marché européen. Un mois plus tard, et alors que le nombre de morts dépassait les 1100 personnes, le gouvernement du Bangladesh a réformé sa législation du travail pour que l'industrie de la

confection autorise la création de syndicats. Peu après, les Nations unies ont remis en question la légitimité des indicateurs utilisés par la Banque mondiale et publiés dans *Doing Business* [Pratique des affaires], qui avait auparavant prôné la flexibilité du travail comme condition indispensable à la compétitivité industrielle.

L'organisation du travail est au cœur de la catastrophe du Rana Plaza. La plupart des travailleurs morts l'ont été parce qu'ils ont été forcés de poursuivre leur travail même après que des fissures se soient produites dans les murs de l'édifice et que toutes les autres entreprises aient été évacuées. Les travailleurs de la confection n'avaient pas de syndicat pour mettre en cause le propriétaire des ateliers. Qu'une industrie forte de 3,5 millions de travailleurs, dans une nation moderne et démocratique, soit demeurée à ce point inorganisée met en cause non seulement les capitalistes mondiaux et locaux qui contrôlent cette industrie mais aussi les experts du développement qui la réglementent. Les organisations humanitaires internationales ont joué un rôle déterminant dans l'industrialisation du tiers-monde et ont contribué à rendre les travailleurs invisibles, comme on peut le constater dans des initiatives comme les indicateurs de *Doing Business* de la Banque mondiale ou les codes de conduite internationaux de l'OIT (Organisation internationale du travail), qui dans un cas comme dans l'autre prêchaient que la productivité et la sécurité des travailleurs seraient mieux assurées si elles restaient entre les mains de capitalistes et de leurs inspecteurs du travail. En raison de l'hégémonie de cette doctrine, le syndicalisme dans l'industrie de la confection a été étouffé dans l'œuf, au Bangladesh mais aussi ailleurs en Asie et en Afrique. La dépolitisation du monde du travail trouve son fondement dans la conception réductrice de l'industrialisation comme dépendant uniquement de l'offre et de la demande sur le marché, et dans les efforts pour le soustraire à la com-



À la suite de l'Arrangement Multifibres, les modalités des échanges commerciaux ont été réorganisées dans un contexte fortement concurrentiel, avec des méthodes de production toujours plus précaires des articles de confection.

plexité d'une économie politique qui crée les conditions requises pour développer l'esprit d'entreprise.

> L'Arrangement multifibres (AMF)

On aurait tort d'attribuer aux seuls « marchés » la responsabilité d'avoir créé ce monstre de la confection dont les griffes atteignent désormais les contrées les plus reculées du globe. Certes, cette industrie par nature à forte main-d'œuvre, a souvent attiré les travailleurs immigrés et a par la suite entraîné l'apparition des ateliers mobiles. Dans les *sweatshops* (ateliers clandestins) de l'Amérique du XIX^e siècle, ce sont les immigrés juifs d'Europe de l'Est – hommes et femmes – qui ont fourni l'essentiel de la main-d'œuvre, tandis qu'au milieu du XX^e siècle on a assisté à un déplacement rapide d'une grande partie du travail dans la confection vers l'Asie de l'Est. Mais la dernière phase de dispersion de l'industrie mondiale du vêtement a un rapport avec la structure commerciale complexe du secteur mise en place avec diligence par le gouvernement des États-Unis, ce qui lui permet aujourd'hui d'organiser les modalités de fabrication des vêtements d'une manière globale.

L'Arrangement multifibres (AMF) de 1974 dictait dans le détail – pour chaque article et pour chaque modèle – le nombre de pièces d'un vêtement que tel ou tel pays du tiers-monde était autorisé à exporter vers les États-Unis. Entre

1974 et 2004, toutes les pièces de vêtement en provenance de quelque pays du monde que ce soit devaient obtenir un « visa » individuel avant d'entrer sur le territoire américain. Les intérêts stratégiques des États-Unis étant en jeu, des pays potentiellement rivaux comme la Chine se voyaient accorder des « quotas » plus faibles tandis que des petits pays comme le Bangladesh ou le Lesotho bénéficiaient de quotas plus élevés. Il n'est dès lors pas surprenant que l'industrie de la confection au Bangladesh, pratiquement inexistante jusqu'au début des années 70, ait connu une croissance exponentielle en l'espace de seulement quelques dizaines d'années, jusqu'à employer 3,5 millions de travailleurs.

L'AMF, à l'origine conçu comme un instrument provisoire, a cependant été reconduit à quatre reprises – en 1977, 1981, 1986 et 1994 –, ce qui a renforcé son assise et suscité l'espoir qu'il devienne permanent. Néanmoins, après la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 1995, celle-ci décida que l'AMF finirait par être démantelé en décembre 2004. La fin de l'AMF a totalement transformé l'industrie de la confection dans le monde : tandis que des pays comme le Népal ou l'Indonésie ont vu leurs industries pratiquement s'effondrer, la Chine et le Bangladesh ont émergé comme les vainqueurs de la compétition post-AMF. Cela a renforcé le développement du néo-libéralisme qui préconise des salaires extrêmement bas, des conditions

de travail sans protection, et que la sécurité des travailleurs soit réglée par les acheteurs, ceci faisant partie des maux nécessaires à la compétitivité industrielle.

Les visées à court terme de l'AMF, de même que le prêche néo-libéral en faveur de ces « maux nécessaires », expliquent pourquoi la plupart des bâtiments d'usines au Bangladesh ont été construits n'importe comment, sans avoir obtenu préalablement les permis nécessaires des administrations publiques. Le maire qui avait délivré les permis de construire pour le Complexe du Rana Plaza ainsi que des centaines d'autres bâtiments, avait agi ainsi parce que l'agence publique de sécurité de Dhaka, habilitée à réaliser cette tâche, ne parvenait tout simplement plus à ce moment-là à suivre le rythme de croissance fulgurant de l'industrie bangladaise de la confection. Dès lors, rendre un producteur isolé et quelques-uns de ses acheteurs coupables de cet accident terrible et d'une ampleur sans précédent, et exonérer de toute responsabilité les grandes puissances, revient à donner une fessée à un raciste tout en fermant les yeux sur le régime d'apartheid. La crise qui a provoqué des bouleversements sociaux sans précédent qui ont entamé l'harmonie politique et sociale du Bangladesh est autant liée aux défaillances de la machine commerciale internationale et à l'apathie de ceux qui contribuent à son développement qu'au Complexe du Rana Plaza et à Joe Fresh. ■

> Votre article vient d'être externalisé

Jeffrey J. Sallaz, Université d'Arizona (États-Unis)



18

Voici à quoi ressemble le travail d'externalisation aux Philippines.

Comme la plupart des chercheurs, j'ai longtemps eu une idée assez floue de ce qu'il advenait de mes articles, une fois qu'ils avaient été agréés pour être publiés dans une des revues de sociologie. En réfléchissant bien, je pourrais supposer que le

rédacteur en chef de la revue transmettait mon article à un rédacteur expérimenté qui travaillait dans un bureau adjacent. Depuis des décennies, les contraintes matérielles liées à ce support – à savoir le fait que les documents manuscrits ont un volume et ne peuvent donc pas être librement

>>

et rapidement transportés sur de grandes distances – ont précisément encouragé cela : une concentration dans l'espace du processus de publication scientifique. Les bureaux des revues, les équipes éditoriales et les presses d'imprimerie se trouvaient en général dans la même région, ville ou bâtiment, et étaient reliés entre eux par divers liens organisationnels et interpersonnels.

Mais de plus en plus, ce modèle tend à disparaître. J'ai consacré ces dernières années à faire des recherches sur l'industrie du *knowledge process outsourcing* (KPO), c'est-à-dire de l'externalisation des processus de connaissance, en Asie du Sud-Est, et mené à cette occasion des travaux sur le terrain dans plusieurs entreprises spécialisées dans la prestation de services aux éditeurs localisés dans les pays du Nord global. Ces entreprises emploient de vastes bataillons de jeunes gens rémunérés au minimum pour travailler pendant de longues heures comme rédacteurs, compositeurs, experts en conversion informatique, et ainsi de suite, ce qui les fait ressembler aux immenses usines de montage des sociétés étrangères que l'on peut trouver dans tous les pays du Sud global.

> Des monstres de l'édition

Si les entreprises de KPO sont les Foxconn des chaînes émergentes d'approvisionnement du savoir, quelles sont alors les entreprises Apple ? Pour répondre à cette question, il faudrait sans doute parler de la transformation en cours dans le domaine de l'édition scientifique. Plutôt qu'à un réseau dispersé de relais pour l'édition situés dans les départements des universités, on a aujourd'hui affaire à un nombre restreint de ce qu'un éditorial récent de *Chronicle of Higher Education* qualifiait de « monstres de l'édition ».

Il s'agit là de grandes entreprises cotées en Bourse qui ont acquis de manière agressive les droits de propriété de revues scientifiques. Bien que les revues de sociologie (de même que les revues dans les autres domaines

des sciences humaines) n'ont pas été la cible d'autant d'acquisitions, on ne peut pas dire la même chose des revues dans le domaine des sciences exactes. Les revues dans ce domaine se retrouvent de plus en plus entre les mains de conglomérats mondiaux d'édition qui opèrent comme des machines à faire du profit.

L'exemple le plus notoire de « monstre » est Elsevier B.V. Cet éditeur basé à Amsterdam appartient au groupe Reed-Elsevier, qui est coté à la Bourse de Londres et sur le marché de nombreuses autres Bourses. Selon *The Economist*, Elsevier B.V. détient plus de 2000 revues scientifiques et contrôle 25% de tout ce qui est publié dans les domaines scientifique et médical. En 2012, le groupe a enregistré une marge bénéficiaire de 40%.

Actuellement, de nombreux chercheurs boycottent les revues détenues par le groupe Elsevier en raison des tarifs exorbitants que l'entreprise applique aux particuliers et aux institutions pour accéder à leurs articles. Mais le modèle commercial qu'utilisent Elsevier et ses homologues va au-delà de la *diffusion* des recherches scientifiques. Il s'est infiltré dans l'ensemble du processus de *production* des ouvrages d'érudition.

> L'organisation de la chaîne logistique

Les éditeurs sont en train de tirer parti d'une multiplicité de nouvelles technologies que les chercheurs eux-mêmes utilisent dans leurs travaux de recherche et pour collaborer avec leurs collègues. Le courrier électronique, le protocole de transfert de fichiers (FTP en anglais), les logiciels de traitement de texte, les bases de données en nuage et autres sont tous en train de rendre obsolète le vieil impératif de mise en commun des différents aspects du processus de publication. De la même manière que l'auteur d'un article a la possibilité d'envoyer de manière instantanée et gratuite un document par mail

au rédacteur en chef d'une revue, la revue peut ensuite transmettre ce document à des prestataires de services établis dans n'importe quelle partie du monde.

Les nouveaux conglomérats de l'édition scientifique comme Elsevier ont saisi cette opportunité en développant un réseau de prestataires de services auxquels ils confient une gamme toujours plus vaste de services de publication. Ces prestataires sont en concurrence les uns avec les autres pour décrocher des contrats d'un ou deux ans, et ce, en promettant un travail de qualité acceptable au plus bas prix. Ceci nécessite d'appliquer au processus de publication l'ensemble des techniques de gestion des chaînes d'approvisionnement actuellement en vogue dans les usines et les centres d'appels. Les emplois sont dé-qualifiés, l'automatisation recherchée à tous les niveaux, et les travailleurs incités à sans cesse augmenter leur rendement de peur de recevoir un avertissement ou d'être remplacés.

Pour donner une idée de la complexité du processus de production qui est à l'œuvre chez ces prestataires de services de KPO, supposons que votre prochain article soit accepté par une revue qui a recours à ce modèle d'externalisation : il passera entre les mains d'une quarantaine ou cinquante d'employés de première ligne dans les pays du Sud global, chacun étant payé environ 50 centimes de dollar l'heure pour réaliser différentes tâches sur votre article.

À titre d'exemple, dans une entreprise de ce type dans laquelle j'ai mené des travaux sur le terrain pendant plus d'un an, le processus de production se déroulait de la manière suivante : les auteurs des articles acceptés pour publication envoyaient par mail la version finale de leur article sous un format Word à la revue. Celle-ci envoyait à son tour l'article via FTP à un entrepôt de données basé aux Philippines, où de multiples « pré-rédacteurs » et

>>

« processeurs de document » intervenaient sur le fichier pour notamment harmoniser les marges, s'assurer que les références étaient correctement mises en forme et insérer des balises XML. L'article était ensuite envoyé à l'une des unités de production de l'entreprise en Inde, où de jeunes diplômés de l'université, après avoir suivi un cours accéléré de *copyediting* (révision et mise au point du texte), étaient chargés de lire l'article à toute vitesse pour corriger toute erreur typographique ou faute de grammaire flagrante. L'article repartait alors pour les Philippines, où des compositeurs le convertissaient en modèle au format PDF spécifique à la revue, avant de l'envoyer en Inde, où des équipes de contrôleurs de qualité allaient examiner le fichier PDF pour vérifier qu'il ne restait pas d'erreurs.

À ce stade-là, toutes les personnes qui ont travaillé sur l'article possèdent en principe une bonne maîtrise de base de l'anglais. Mais à présent, le fichier PDF final est envoyé au Vietnam, où l'entreprise emploie des légions de travailleurs non anglophones à des tarifs très inférieurs à ceux de leurs homologues philippins et indiens. À leur tour, ils examinent chaque fichier en effectuant des tâches rudimentaires comme le contrôle des espaces et des marges sur chaque page et en éliminant toute imperfection dans les fichiers PDF. Mais le voyage ne s'arrête pas là, puisque les fichiers sont ensuite renvoyés aux Philippines, où une nouvelle chaîne de production rassemble différents articles pour la version finale des éditions papier et électronique de la revue. Du début à la fin, l'ensemble du processus de production n'aura guère pris plus d'une ou deux semaines.

> La « foxconnisation » des sciences

En tant que sociologues attachés aux principes fondamentaux de la justice sociale, comment devrions-nous réagir face à cette externalisation d'un élément clé de l'activité scientifique ? La réponse n'est pas facile. Appeler au boycottage des revues pratiquant l'externalisation au seul motif de sauvegarder des emplois existants reviendrait à succomber aux tendances potentiellement xénophobes du protectionnisme. Si un rédacteur indien ou philippin peut faire ce travail aussi bien qu'un Américain ou un Canadien, en vertu de quoi n'auraient-ils pas le droit de le faire ?

Si, en revanche, la qualité de nos articles se trouvait systématiquement compromise par ce système, alors nous serions en droit d'agir de la sorte. Mais, en dehors de cas isolés, il semblerait que le modèle d'externalisation est dans l'ensemble efficace. De la même manière qu'au dernier congrès de l'ISA, les Macbooks et autres iPhones ne semblaient pas manquer malgré le fait que la plupart des participants désapprouvent vraisemblablement la gestion impitoyable par Apple de ses chaînes d'approvisionnement asiatiques, il semblerait que nous soyons prêts à accepter la foxconnisation¹ des sciences du moment qu'elle nous permet de publier nos articles dans des délais de plus en plus courts, avec un éventail toujours plus large de débouchés (des revues spécialisées aux éditions en ligne, en passant par les livres numériques), et avec seulement une diminution minimale de la qualité.

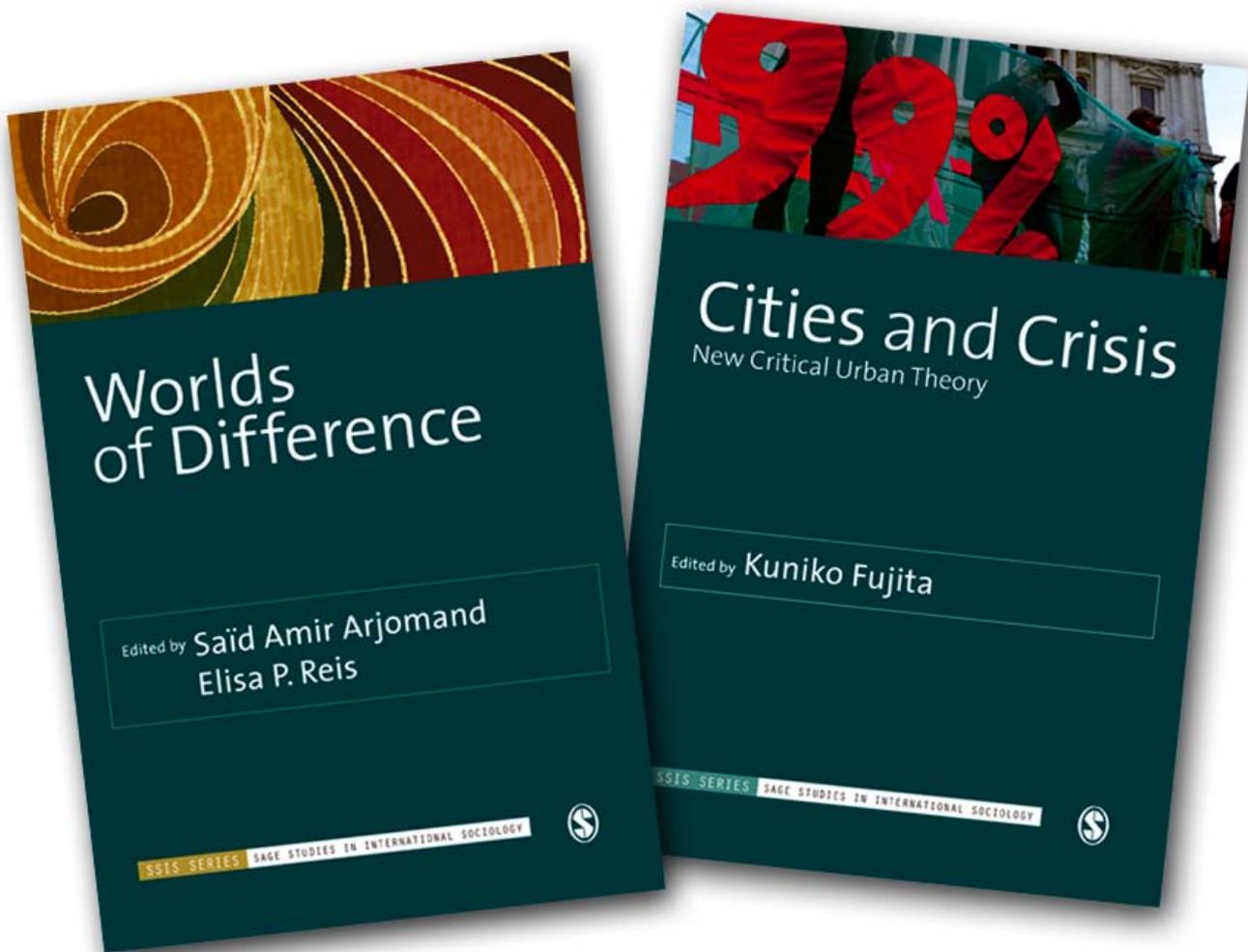
Nous pourrions tout au moins exiger une plus grande transparence

quant au sort de nos articles et de nos manuscrits après qu'ils ont été acceptés pour publication. Les éditeurs mettent beaucoup de soin à occulter aux auteurs le système complexe de chaînes d'approvisionnement qu'ils ont développé au cours des dix dernières années, en interdisant par exemple aux rédacteurs de révéler dans leurs échanges avec les auteurs leur nationalité ou le pays où ils exercent. Mais ceci est contraire aux pratiques habituelles de nombreuses industries manufacturières et de services. Les groupes automobiles nord-américains indiquent le pourcentage des pièces d'une voiture donnée qui ont été fabriquées aux États-Unis ou au contraire à l'étranger, et même Apple reconnaît les faits en étiquetant chacun de ses produits de mentions telles que « Conçu à Cupertino, assemblé en Chine ». On ne devrait pas laisser cette nouvelle génération d'éditeurs scientifiques avoir le beurre et l'argent du beurre. S'ils vont à la fois tirer parti des chaînes d'approvisionnement internationales pour réduire les coûts du processus de production et appliquer à leurs produits des tarifs toujours plus élevés, alors nous, les chercheurs, qui dans cette industrie et ce domaine particuliers sommes à la fois producteurs et consommateurs, méritons d'être mieux informés sur les vies et les conditions de travail de ceux qui peinent pour transformer nos idées initiales en articles bien présentés. ■

¹ L'entreprise taïwanaise Foxconn, qui fournit de nombreux composants des produits Apple, a défrayé la chronique en 2010 à la suite d'une vague de suicides dans ses usines de montage en Chine.

> Des livres moins chers pour les membres de l'ISA

Sujata Patel, Université de Hyderabad (Inde) et rédactrice en chef de *Sage Studies in International Sociology*



Les deux premiers livres de la collection SSIS qui vont être produits en Inde à des prix réduits.

Les membres de l'ISA seront heureux d'apprendre que dorénavant tous les livres publiés dans la collection *Sage Studies in International Sociology* (SSIS) seront disponibles pour eux au prix de 9,99 livres sterling, soit presque un dixième de leur ancien prix. Et ce prix inclut les frais d'envoi. Nous

>>

inaugurons ces nouvelles conditions de tarification avec deux nouveaux livres : *Worlds of Difference*, publié sous la direction de Said Arjomand et Elisa Reis, et *Cities and Crisis, New Critical Urban Theory*, sous la direction de Kuniko Fujita. Les membres de l'ISA en Inde auront accès à ces livres par le biais de Sage India au prix de 750 roupies chacun. (Date de publication : août 2013 ; pour plus de détails : http://www.isa-sociology.org/publ/isa_handbooks.htm).

Nous inaugurons également une nouvelle collection : *Key Texts of World Sociology*. Avec son projet de « textes clés », l'ISA contribue à publier des textes fondateurs de la sociologie dans le monde, qui ne soient pas issus de la région atlantique. Ces textes rassembleront les travaux les plus influents de la sociologie en provenance de différentes régions du monde. Actuellement, nous proposons de publier des « textes clés » en provenance de 1) l'Asie de l'Est (Chine, Japon, Corée et Taïwan), 2) l'Amérique latine, 3) l'Europe centrale et de l'Est (Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie), 4) l'Afrique et 5) le monde arabe.

SSIS est l'une des plus anciennes collections publiées par l'ISA. Intitulée dans un premier temps *Transactions of the World Congress of Sociology* et publiée depuis le premier congrès de l'ISA en 1949, la collection a évolué pour devenir SSIS en 1974. Depuis, les rapports des congrès mondiaux de l'ISA, de ses Comités de Recherche et des conférences des associations nationales continuent d'y être publiés aux côtés d'autres titres importants. Ces titres – plus de 60 – publiés aussi bien comme textes d'auteurs que comme des compilations et qui sont disponibles sous forme de monographies, de manuels et d'ouvrages de référence, ont apporté une contribution importante à la discipline en introduisant et en orientant les discussions et les débats dans le domaine de la sociologie et de ses diverses spécialisations.

Malgré cela, et malgré son importance reconnue, les ventes des livres de SSIS ont été faibles. Compte tenu de son prix élevé de vente (entre 80 et 90 livres sterling), son rayonnement, même dans les pays du Nord, a été

limité aux bibliothèques. Dans les pays du Sud, on ne les trouve même pas en bibliothèque. Depuis trois ans, et avec le soutien actif du Comité des Publications de l'ISA, de sa Vice-Présidente et du Président de l'ISA, je me suis efforcée de convaincre l'éditeur londonien SAGE, qui publie les livres de SSIS, de les produire en Inde, où les livres sont très bon marché (environ 10 livres sterling). Malheureusement, nous avons été confrontés à un problème insoluble : la classification des publications comme étant soit « internationales » (pour les ouvrages publiés dans les pays du Nord global) soit « régionales » (pour ceux publiés partout ailleurs dans les pays du Sud global). Les livres publiés en Inde ou dans tout autre pays en développement sont publiés et commercialisés pour cette région du monde et vendus à un prix fixé en conséquence, tandis que les livres publiés dans n'importe quel pays du Nord global sont publiés et commercialisés pour le consommateur international et vendus à des prix internationaux. Toutes les grandes maisons d'édition (comme Sage, Oxford University Press ou Routledge) qui ont des bureaux dans des pays sous-développés ont conclu des accords avec leurs succursales dans les pays sous-développés qui appliquent cette structure de prix différentielle.

Et pourtant, ce qui apparaissait comme insoluble est devenu réalisable. Nous sommes parvenus à persuader Sage de transférer la production des livres de SSIS à sa branche indienne et faire en sorte que les membres de l'ISA puissent bénéficier d'une remise considérable sur toutes les publications à venir. Nous allons également pouvoir vendre ces livres en Inde (à des lecteurs qui ne sont pas membres de l'ISA) à des prix indiens (mais pas dans d'autres pays du Sud global où les prix internationaux continueront à être appliqués). Nous sommes extrêmement reconnaissants à Sage de soutenir cette initiative qui s'inscrit dans notre démarche pour mettre fin aux inégalités dans les processus de publication à l'échelle globale. J'invite donc vivement les membres de l'ISA à saisir cette occasion afin que cette nouvelle politique soit un succès. Achetez les livres de SSIS et pensez à cette collection pour vos futures publications. ■

> Prise en étau entre deux socialismes

Mariya Ivancheva, Université d'Europe centrale, Budapest (Hongrie)



Misión Ribas figure parmi les nombreux programmes pour la justice sociale, connus comme « missions bolivariennes », mis en place sous le gouvernement de Hugo Chávez. Le programme offre des cours de rattrapage aux élèves ayant arrêté leurs études secondaires.

Lors de mes études à Londres en 2004, j'ai assisté à un meeting de solidarité avec le Venezuela consacré aux réformes bolivariennes dans l'éducation. Le conférencier invité, l'éducateur vénézuélien Oscar Negrin, a commencé en disant : « Au Venezuela, au lieu de faire apprendre aux enfants des termes abstraits, on leur enseigne les mots les plus importants – "maman", "paix", "Chávez" ». Mon cœur s'est mis à battre plus fort quand je me suis rappelé un épisode de ma vie d'écolière dans la Bulgarie socialiste. Pendant une répétition pour un concert, notre professeur, camarade Toneva, m'a demandé de tenir la main de ma mère et de réciter un poème qui disait « la meilleure mère du monde / est l'héroïne du Parti ». Je ne savais pas qui était le Parti. Je savais seulement que la meilleure mère du monde était ma mère et c'est ce que j'ai dit à mon professeur. Après un moment de silence embarrassé, elle a changé mon poème, et une année plus tard en 1989, nous a demandé de ne plus l'appeler « camarade » mais « Madame ». Retour à Londres. Je suis sortie de la salle de conférence : c'était l'enfant de la salle de classe de 1988 qui tournait alors le dos à Negrin et à son auditoire, cette petite fille qui au début des rassemblements de la transition démocratique avait sauté, parce que – comme le refrain populaire le disait – « ceux qui ne sautent pas, ce sont des rouges ». Tandis que je quittais ce meeting de solidarité avec le Venezuela, j'étais déchirée entre deux sentiments : la satisfaction d'avoir suivi les valeurs anti-communistes de ma famille et de l'université bulgare, et la crainte d'avoir jugé prématurément et peut-être trop positivement de la fin du socialisme.

Aujourd'hui, après un an et demi de travail sur le terrain consacré à la réforme de l'enseignement supérieur au Venezuela, je sais combien a été superficielle ma satisfaction et justifiée ma crainte. Je n'ai pas choisi ce sujet comme un remède à mon anticommunisme. J'étais intriguée par le contraste particulier entre deux universités toutes deux mises en place par l'ancienne opposition des intellectuels après que le régime eut passé du socialisme à la démocratie libérale (en Europe de l'Est) et vice-versa (au Venezuela). L'Université d'Europe centrale (Central European University ou CEU), où j'ai fait mes études de doctorat, a été fondée en 1991 par le millionnaire Georges Soros, des

dissidents d'Europe de l'Est et des intellectuels libéraux d'Occident. Cet établissement d'enseignement supérieur privé et anglophone présentait les courants de pensée traditionnels locaux comme fascistes/ ethno-nationalistes ou totalitaires/ communistes. On y enseignait à des étudiants ciblés – « les nouvelles élites postsocialistes » – les valeurs « universelles » de la démocratie libérale occidentale et des sciences anglo-américaines.

Par contraste, l'Université bolivarienne du Venezuela (UBV) – le sujet de ma thèse de doctorat – a été conçue par le Président Hugo Chávez et un groupe d'intellectuels socialistes. Elle a été inaugurée en 2003, après une tentative de coup d'état contre le régime bolivarien de Chávez et la grève des travailleurs hautement qualifiés de l'industrie pétrolière. Organisés avec le soutien financier du Pentagone américain, ces deux événements ont montré que la politique de Chávez de redistribution de la rente pétrolière était intolérable pour l'élite vénézuélienne pro-américaine, qui avait le monopole du savoir sur les mécanismes de l'économie rentière. Pour contrer cette domination, et dans le cadre de la politique de *Misión Sucre* en faveur de l'enseignement supérieur, l'UBV offrait un enseignement supérieur décentralisé et de masse à plus d'un demi-million de pauvres au Venezuela. Cet enseignement était imprégné de valeurs reposant sur le savoir local, l'interdisciplinarité et des sciences publiques appliquées au profit des communautés marginalisées.

Je suis arrivée à Caracas avec la conscience aigüe que, venant de Bulgarie et de la CEU, je serais suspecte aux yeux des autorités : une crainte qui s'est avérée justifiée quand j'ai entendu, lors des premiers cours que j'ai suivis à l'UBV, que la CEU était une institution « fasciste » « formant des espions pour la CIA ». Cependant, j'ai mis moins d'un mois pour réaliser que le Venezuela n'était pas un « régime totalitaire » et que je n'étais pas espionnée. J'étais venue dans un pays où les élections étaient libres et où les médias privés déversaient ouvertement un flot d'injures contre le gouvernement démocratiquement élu. Exposée à la rhétorique anti-élite et à la pratique de l'éducation solidaire de mes informateurs – des intellectuels socialistes et membres des mouvements étudiants pendant la « démocratie libérale » (1958-1998) –, j'ai rapidement compris la raison de mes préjugés. J'étais le produit de l'université postsocialiste de Bulgarie et d'Europe de l'Est : un établissement élitiste et producteur d'élites, qui a adopté sans esprit critique les valeurs occidentales. Réalisant un exploit permanent d'auto-colonisation, les intellectuels bulgares, sociologues inclus, considéraient l'université comme un lieu sûr à partir duquel ils pouvaient collectivement découvrir et exprimer la honte qu'ils ressentaient vis-à-vis de leurs compatriotes « incultes » dans un pays « arriéré ». L'enseignement supérieur reposait sur un programme des études qui ne se cachait même pas de soutenir les « bons » étudiants contre les « mauvais », sans faire aucune référence aux inégalités de classe qui sont à l'origine de ces différences, et encore

moins lutter contre ces inégalités. La détermination à suivre les normes, index de citations et classements occidentaux allaient de pair avec une insistance sur une science « objective » qui stigmatisait tout engagement comme « idéologique », à moins qu'il ne soit au service du libre marché.

Tandis que j'adoptais les principes de l'UBV, j'étais consciente de ses difficultés et de ses contradictions inhérentes. Même si la « fin de l'histoire » – la victoire finale de la démocratie libérale sur le socialisme – a été proclamée en 1989 en Europe de l'Est, au Venezuela, la guerre froide était loin d'être terminée. Compte tenu de l'expérience historique du Chili en 1973, de l'embargo de Cuba et de la menace d'un nouveau coup d'état au Venezuela, le gouvernement ne pouvait pas utiliser la coercition pour promouvoir ses réformes. L'enseignement universitaire était particulièrement concerné. L'ironie veut que l'autonomie des universités, défendue dans des batailles sanglantes par les étudiants vénézuéliens de gauche tout au long du XX^e siècle, était maintenant utilisée par ses adversaires. En résistant aux réformes dans les vieilles universités publiques et en refusant de reconnaître les nouvelles universités « bolivariennes », les universitaires conservateurs ont contribué à recréer l'ancienne stratification à un autre niveau. Les budgets et les homologations restaient du ressort des organes officiels, qu'eux-mêmes continuaient à contrôler. La demande importante de places dans l'enseignement pour les pauvres a contraint le gouvernement à employer essentiellement des gens titulaires d'une licence pour enseigner à l'UBV et dans ses établissements décentralisés. Le besoin à la fois de « revaloriser » les qualifications du personnel enseignant de l'UBV, de façon à ce que ses cursus puissent être homologués, et d'utiliser l'université comme un instrument de profond changement social, a contribué à créer une double exigence. Les universitaires de l'UBV devaient à la fois maîtriser le jargon particulier des disciplines universitaires traditionnelles, et connaître les codes culturels des communautés pauvres. Ils devaient à la fois se montrer à la hauteur des normes qui font la distinction universitaire et les vaincre sur leur propre terrain.

Venant de l'ancien monde socialiste, j'ai dû faire un effort supplémentaire pour ouvrir les yeux sur les réalités du socialisme du XXI^e siècle. Je suis maintenant confrontée à de nouveaux défis. En essayant d'expliquer les contradictions du système vénézuélien, je suis souvent considérée comme quelqu'un de droite par les universitaires gauchistes occidentaux et autres « compagnons de route » qui ne veulent voir la « marée rose » du socialisme latino-américain que dans ses tonalités roses. En Bulgarie, le fait que je ne proclame pas le Venezuela comme un pays autoritaire conduit les journaux locaux à rejeter mon travail jugé « partisan ». Heureusement, mes professeurs et collègues à la CEU comprennent mieux l'actuelle guerre froide universitaire. Et cependant, une chose est sûre : le jour où je suis sortie de cette salle de conférence à Londres, j'avais encore un long chemin devant moi. ■

> Dans les rues de Sofia, des histoires à dormir dehors

Martin Petrov, Université de Sofia (Bulgarie)



| Un clochard des rues de Sofia.

Ils ne sont propriétaires de rien et ne prennent aucune part à la production du capital, pas même en recyclant des bouteilles de bière vides. Ils habitent un espace public où ils boivent leur alcool acheté à la pharmacie, qu'ils diluent avec de l'eau provenant des fontaines publiques, dans une bouteille ramassée dans une poubelle – tout juste à côté des bars chics en plein air qui ont épiété sur le parc face au Théâtre

National. Ils ne sont pourtant pas étrangers à l'ordre symbolique généré par le capital. Au contraire – ils y sont très sensibles et ont développé des stratégies afin de s'y insérer parfaitement. Ce sont les clochards, l'intelligentsia *clocharde* de Sofia.

J'ai rencontré E. quand j'étais en licence de philosophie. Il travaillait comme modèle en posant nu à l'Académie des Arts, et quand il ne posait pas, traînait aux alentours de l'Uni-

>>

versité de Sofia. Un de mes amis à l'université lui fournissait de l'héroïne (ou vice-versa). Son nom n'est pas courant du tout en Bulgarie. Son père était un juif italien et sa mère une juive française. Son père était le bras droit de l'ancien premier ministre Lukanov dont on dit qu'il a en 1990 « sélectionné » les nouveaux millionnaires bulgares en distribuant l'argent du Parti communiste aux personnes qui appartenaient au service de renseignements de l'État socialiste. Après l'assassinat de Lukanov en 1996, le père de E. a dû quitter le pays et on n'a plus jamais rien su de lui. La mère de E. travaillait comme comptable pour le même service de renseignements. Après 1990, elle a commencé à s'intéresser aux phénomènes surnaturels¹ et a écrit un livre intitulé *L'Homme, l'Esprit, le Cosmos : Énergie-Échange informationnel*. Elle est ensuite partie dans un monastère au Népal et on n'a plus jamais rien su d'elle.

Je ne dis pas que toutes ces histoires sont vraies, je ne dis pas qu'elles ne le sont pas – c'est une série d'histoires exotiques qui se sont vraiment produites en Bulgarie au cours des dernières décennies. Ainsi en est-il du récit de la vie de E. Enfant de la nomenklatura, avant 1989 il a fait ses études dans une école d'art à Weimar. Puis en 1990 il était à Magura – un endroit réputé pour les gens qui y échangeaient illégalement des dollars et des marks allemands, et où beaucoup de nouveaux riches auraient constitué leur premier capital. Là, il proposait aux gens de parler sous quel gobelet se trouvait la bille, ou devinait la carte à laquelle ils étaient en train de penser. Il a par la suite fait des études d'interprétation à l'Académie dramatique de Sofia,

a perdu le travail qu'il avait dans un théâtre en raison de ses problèmes avec l'alcool et la drogue, et est tombé d'un trapèze en faisant l'acrobate dans un cirque.

Je l'ai à nouveau rencontré il y a quelques années. Il n'avait pas de travail mais avait arrêté l'héroïne et squattait une mansarde. Il gagnait l'argent dont il avait besoin pour acheter de l'alcool et des cigarettes en récitant des poèmes dans le parc. Il continuait à raconter comment il avait écrasé la Mercedes de son père. Peu de temps après, il se faisait chasser de la mansarde. J'ai aussi rencontré ses amis et d'autres laissés-pour-compte de la société qui boivent leur bière ou l'alcool qu'ils ont acheté à la pharmacie du coin, dans le petit parc en face du Théâtre National. La première chose qui m'a frappé à leur sujet, c'était que E. n'était pas le seul à avoir des histoires à raconter – chacun d'eux se présentait sous un jour exotique, et chacun avait quelque chose à raconter à ce sujet. L'un était Russe, intéressé par l'étude des langues et de la culture slaves, un autre était Arménien, un troisième était un cow-boy, portant des bottes éculées de cow-boy et un chapeau à la Crocodile Dundee. Apparemment, cette identification à des terres exotiques si éloignées et si différentes de leur réalité quotidienne qui consistait à trouver, toujours dans les mêmes rues et parcs du centre-ville de Sofia, quelques sous et un abri, leur permettait de compenser la perte d'une identité sociale reconnue et de tout espoir dans l'avenir.

Mais tous ceux qui faisaient partie de ce groupe se rappelaient eux aussi avoir vécu dans les dernières années des temps meilleurs. L'un

avait été chassé de chez lui par sa femme, avec ses deux petits garçons, un autre n'avait jamais réussi à garder un travail après ses études universitaires. Beaucoup avaient fait des études supérieures. Et grâce à un proche, un ami ou grâce tout simplement au capital culturel qui leur restait de leur vie antérieure, ils n'étaient pas dans un état aussi désespéré que les tristes zombies courbés qui déambulaient dans le parc à la recherche de bouteilles en verre que la jeunesse branchée de Sofia, qui aime aussi se retrouver dans ce lieu, laissait derrière elle. Ainsi, leur stratégie d'autodifférenciation leur permettait également de se distinguer des plus misérables encore, ceux qui n'avaient pas de telles histoires à raconter et ne parlaient qu'à eux-mêmes. Comme E. aime à le dire « Je ne suis pas un *clochard*. Je suis un *cloch-art* ».

Ils paraissaient tous être amis, mais quand j'étais seul avec l'un d'eux, il commençait à me dire des choses terribles sur les uns et les autres : X s'était enfui avec l'argent que des passants leur avaient donné pour s'acheter de la bière, Y continuait à se droguer, Z avait couché avec une fille terriblement laide. Privés des moyens basiques d'existence, de reconnaissance et d'espoir dans la vie, les *cloch-arts* de Sofia ressentent un besoin extrêmement aigu de se distinguer et ne disposent pas d'autres moyens pour y parvenir (comme la consommation) que leur seule créativité et, parfois, un peu de malveillance. ■

¹ Un sujet particulièrement à la mode dans les premières années qui ont suivi la chute du régime socialiste. Cf. Martin Petrov, «The Discourse of the Supernatural in Bulgaria of the early 1990s.» *Sociological Problems* 2010 1-2: 268-283 (en bulgare).

> Débat sur l'holocauste dans la Bulgarie postcommuniste

Georgi Medarov, Université de Sofia (Bulgarie)



Sur cette photo du Musée historique juif de Belgrade, des policiers bulgares supervisent la déportation de Juifs en provenance de la région de Skopje (occupée par la Bulgarie), en Macédoine, vers les camps d'extermination allemands en mars 1943.

Comme l'a écrit Maurice Halbwachs, la mémoire sociale est intimement liée à la formation des identités collectives. Après 1989, les débats houleux sur le sort de la population juive bulgare pendant la Deuxième Guerre mondiale en disent long sur la manière dont le passé peut influencer sur les considérations politiques d'aujourd'hui. Dans les années 90, l'Holocauste est devenu une référence symbolique essentielle dans la détermination des subjectivités politiques, notamment pour faire la distinction entre les anciens communistes et les nouveaux anticommunistes. Les deux partageaient la même utopie post-politique pour le futur : intégration européenne, néolibéralisme, démocratisation, etc. Et ainsi que l'a observé le sociologue bulgare Andrey Raitchev, les différenciations étaient projetées dans le passé. « Y-a-t-il eu fascisme avant le socialisme ? » est devenu la question centrale. Les anticommunistes se sont livrés à un révisionnisme historique conservateur. Leur principal slogan était « 45 ans [de communisme] ça suffit ! ». Et ils affirmaient que l'accusation de fascisme a été exagérée par les communistes afin de légitimer le régime socialiste et justifier ses abus de pouvoir. Les anciens communistes, de leur côté,

ont souvent qualifié leurs adversaires de revanchards et même de fascistes, parce qu'ils ont cherché à masquer les atrocités du fascisme. C'est un vieux débat, mais qui a revêtu une dimension proprement bulgare quand y a été mêlé le sort de la population juive bulgare – un sort qui fait l'objet d'interprétations divergentes.

> Deux versions du sort réservé aux Juifs en Bulgarie

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Bulgarie s'est alliée aux puissances de l'Axe et a annexé presque toute la Macédoine actuelle, le Nord de la Grèce ainsi que certains territoires de l'actuelle Serbie. La population juive des « anciens » territoires de Bulgarie a été très durement réprimée (suppression des droits civiques, législation antisémite, expropriations, camps de travail, etc.), mais la solution finale, combattue à la fois par les militants antifascistes et une partie de l'élite, a été évitée au dernier moment. Dans les « nouveaux » territoires, en revanche, cela n'a pas été le cas, et la population juive « étrangère » a finalement été déportée à Treblinka.

Ces événements ont alimenté les polémiques aussi bien parmi les anciens communistes que parmi les anticommunistes. Les recherches sociologiques menées par l'*Institute for Critical Social Studies* à partir des journaux des partis dans les années 90, montrent que les anciens communistes se sont focalisés sur l'extermination de la population juive dans les « nouveaux » territoires pour prouver « l'essence fasciste » du régime présocialiste. Les anticommunistes, à l'opposé, se sont focalisés sur le fait que la solution finale dans les « anciens » territoires a été évitée, en grande partie grâce à la résistance au sein des élites. Ils ont minimisé le rôle des militants antifascistes – nombreux chez les communistes –, les décrivant souvent comme des « criminels ».

Les deux interprétations témoignaient de la même incapacité à reconnaître comme légitimes les arguments des adversaires. La sociologue bulgare Lilyana Deyanova a qualifié le phénomène de négationnisme postcommuniste. Le négationnisme ne se limite pas au passé mais caractérise

>>

l'incapacité à reconnaître l'existence même de la position de « l'autre ». Il est souvent accompagné d'appels à criminaliser les souvenirs « incorrects » de « l'autre » – en parfaite adéquation avec la tendance générale en Europe à vouloir imposer de nouvelles lois mémorielles. Les subjectivités ancrées dans ce mode de mémoire sociale les conduisent à voir leurs adversaires de manière extrêmement antagoniste. L'adversaire politique est attaqué pour être radicalement différent – anormal et antipatriotique, un traître et un menteur, un intrus étranger dans le corps national. Dans cet « anti » discours, la nation est perçue comme une totalité harmonieuse. Ces sempiternels débats réduisent la politique à un choix entre deux éléments opposés. Les Juifs ont-ils ou non été sauvés ? La Bulgarie était-elle démocratique ou fasciste ? Aucune autre option n'est proposée.

Après 2001, les identifications politiques stables se sont effondrées avec le modèle bipartite qui les représentait. Concernant le sort de la population juive, c'est la version anticomuniste qui a prévalu. Les procès communistes de l'après-guerre ont été officiellement jugés illégitimes, y compris ceux contre les fascistes, les collaborateurs et les bourreaux. La question de la déportation des Juifs des territoires occupés a été évacuée sous le prétexte que « nous n'avions pas le choix », ou que « ces territoires n'étaient pas vraiment les nôtres ». Toutefois, paradoxalement, tout cela s'insérait dans un discours qui tendait à glorifier l'expansion territoriale en tant que « libération » et « unification de la Grande Bulgarie ». On a assisté ces dernières années non seulement à la consolidation de ce récit, mais aussi à son application à la Macédoine, qui est accusée par le courant politique et médiatique dominant en Bulgarie, de « falsifier » l'histoire. Le musée de l'Holocauste qui vient d'être construit à Skopje est ainsi décrit comme une « imposture », une réalisation « sans contenu », etc. Ce ne sont plus seulement les « communistes » mais aussi les Macédoniens qui sont maintenant perçus comme des ennemis, qui répandent des mensonges sur l'implication de la Bulgarie dans l'Holocauste.

> Une manière d'éviter les réalités du fascisme

Depuis 1989, les politiques relatives à la mémoire ont déplacé avec succès la réflexion sur les spécificités de l'antisémitisme nazi et du fascisme en général. Une théorie simpliste du fascisme, qui existait du temps du socialisme d'État et que l'on doit au leader communiste bulgare Dimitrov et à sa définition classique (consistant à réduire le fascisme à son contenu de classe), a été remplacée par une autre. L'Holocauste a été réduit à un moralisme superficiel légèrement teinté de chauvinisme, destiné à « nous » indiquer si « nous » étions du côté des bons ou des méchants. Le débat dont on aurait tant besoin sur le fascisme se trouve ainsi évité en reportant

l'accusation sur une force étrangère inexplicable qui a imposé sa « discrimination » et son « intolérance » mais qui a heureusement rencontré la résistance d'une « société civile traditionnellement tolérante ». Les réalités du fascisme bulgare sont minimisées en insistant sur les caractéristiques formelles du fascisme, ou plutôt sur leur absence. Il n'y avait aucun parti de masse qui se revendiquait comme fasciste – donc le fascisme n'existait pas. Pratiquement aucune référence n'est faite aux nombreux écrits sur le fascisme, à l'exception des comparaisons réductrices entre les « deux totalitarismes ». Par exemple, aucune référence n'est faite à l'analyse de Zeev Sternhell sur l'idéologie fasciste et son désir sorélien d'aller au-delà de la droite et de la gauche. Mais ce qui manque aussi, c'est le vitalisme du fascisme, sa dé-universalisation de la citoyenneté, son culte de la jeunesse et son activisme, le concept nazi de « judéo-bolchevisme », son fascisme anticomuniste, etc... En résumé, on observe une tentative d'éviter toute notion se rapportant au fascisme qui pourrait conduire à établir un parallèle dérangeant avec les utopies postpolitiques contemporaines. Malheureusement, ces lacunes ne concernent pas seulement les courants politiques dominants – elles ont été largement intégrées par les milieux universitaires, y compris par de nombreux sociologues.

En appliquant au passé des concepts actuellement en vogue, le courant dominant dans les milieux politiques et la presse glorifie « l'héroïsme bulgare » et la « société civile » des années de guerre, qui ont « sauvé le peuple juif en Bulgarie ». La pensée dominante ignore le fait que s'il y a effectivement eu un grand nombre de résistants, il y a également eu une importante « société civile » pronazie, composée à la fois de mouvements et de fonctionnaires, qui a résolument fait pression pour une stricte application de la solution finale. Dès lors, la question se pose de savoir quelle « société civile » a résisté. De qui la Bulgarie a-t-elle évité la déportation ? Ce qui demeure caché derrière le discours essentialiste et anhistorique, c'est qu'il a eu (et qu'il y a encore) plusieurs Bulgarie.

Depuis peu, on observe cependant une résurgence d'enquêtes critiques et de publications sur le sujet, provenant surtout d'historiens et de sociologues. Fin 2012, l'ONG la plus importante en matière de droits de l'homme a organisé une conférence qui fera date, sous le titre « Connaissez votre passé », avec l'objectif de diffuser des travaux scientifiques sérieux auprès du grand public. Ces efforts n'ont pourtant pas réussi à susciter un large débat. En outre, ce que ces nouvelles réflexions risquent d'entraîner, c'est que la critique du courant dominant et son éloge d'une « nation de sauveurs » se retournent en son contraire – en traitant par le mépris une masse supposée de « bourreaux volontaires ». ■

> L'apport des sciences sociales en Malaisie

Shamsul A.B., Université Nationale de Malaisie (UKM), Kuala Lumpur (Malaisie)



Raymond Firth (1901-2002) a été une personnalité influente dans la formation de l'anthropologie malaise pendant l'époque coloniale.

Bien avant qu'elles ne soient introduites officiellement comme disciplines universitaires avec leurs propres départements, l'anthropologie et la sociologie ont contribué à l'époque coloniale à l'élaboration des connaissances à l'origine du concept de la Fédération de Malaisie (*Malaya*) puis, après 1963, de la Malaisie (*Malaysia*).

Pendant l'ère coloniale, les connaissances dans le milieu colonial ont donné lieu à une structure de gouvernement qui prônait de « définir pour régner », mais qui dans la gestion quotidienne de l'État a fini par justifier la mise en œuvre du principe du « diviser pour régner ». La *Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, fondée en 1823, a été le principal vecteur par lequel les sciences sociales ont enrichi les connaissances coloniales et la technologie du droit, d'abord dans la Fédération de Malaisie, puis en Malaisie. La Société avait une succursale dans les Établissements des Détroits de la Fédération de Malaisie et de Bornéo, fondée en 1878, et dirigée depuis Calcutta par la Compagnie des Indes orientales. La section des Détroits de la Société avait son *Journal of the Straits Branch of the Royal Asiatic Society* (JSBRAS). En 1933, il a été rebaptisé *Journal of the Malayan Branch of the Royal Asiatic Society* (JMBRAS) et, en 1964, est devenu le *Journal of the*

Malaysian Branch of the Royal Asiatic Society (JMBRAS). La Société a également publié ses propres monographies (MBRAS).

Pendant environ 135 ans, le concept de « Malaisie » a été façonné par les publications de la Société, dont le contenu incluait des articles d'histoire, de géographie, de littérature, de langue, de culture, d'études sur les communautés, de botanique et de zoologie. Les principaux collaborateurs étaient essentiellement des fonctionnaires des colonies qui avaient été surtout formés à l'anthropologie à Oxford, Cambridge ou Londres avant d'être affectés en Malaisie. John Gullick (1916-2012) a été l'un de ces fonctionnaires ; il a exercé son activité en Malaisie et écrit plus d'une douzaine de livres sur l'histoire et la société malaises dans le cadre de la sociologie historique. Plusieurs de ces livres ont par la suite été adoptés comme ouvrages de référence dans les universités locales.

Ce n'est donc pas une surprise si après la Deuxième Guerre mondiale les premiers chercheurs envoyés par l'Office colonial dans les États malais ont été deux spécialistes mondialement célèbres dans le domaine de l'anthropologie sociale : Raymond Firth, venu étudier l'état de la recherche en sciences sociales dans la Fédération de Malaisie, et Edmund Leach, venu étudier les conditions

socio-économiques dans la Fédération de Malaisie et à Sarawak. Firth et Leach étaient accompagnés de leurs étudiants, qui ont mené au début des années 50 d'importants travaux sur le terrain, au Sarawak sur les groupes chinois et indigènes, à Singapour sur les habitudes culturelles des Malais et des Chinois, à Negeri Sembilan sur l'unique société matrilineaire de la Fédération de Malaisie, et à Johor sur l'impact du mouvement millénaire de Kiyai Salleh sur les relations sino-malaises. Ils ont produit une série de monographies de très grande qualité qui ont été publiées au Royaume-Uni et dans d'autres pays.

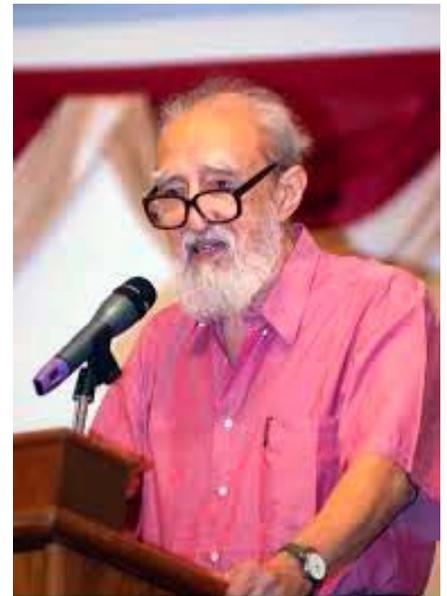
Parmi la génération suivante d'étudiants qui ont suivi les cours de Firth à Londres, il y avait Abdul Kahar Bador (qui a étudié les dirigeants traditionnels malais), Mokhzani Rahim (sur le système de crédit malais) et Syed Husin Ali (sur la paysannerie malaise et le pouvoir malais). Tous sont retournés enseigner à l'Université de Malaisie (UM), où ils ont été rejoints par le sociologue formé à Amsterdam Syed Hussein Alatas, célèbre pour son livre *The Myth of the Lazy Native* [Le mythe de l'indigène paresseux], publié en 1977 et qui a inspiré Edward Saïd pour son ouvrage *L'Orientalisme*. Ces chercheurs formaient le noyau de l'enseignement et de la recherche en anthropologie et en sociologie.

Après les émeutes raciales du 13 mai 1969, ces quatre spécialistes en anthropologie sociale ont joué un rôle public important dans le « processus d'apaisement » en participant aux activités du Conseil National Consultatif, contribuant ainsi à apporter paix et stabilité dans le pays. Un rapport de la Fondation Ford de 1970 intitulé *Social Science Research for National Unity: A Confidential Report to the Go-*

vernment of Malaysia [La recherche en sciences sociales au service de l'unité nationale : Rapport confidentiel au gouvernement de Malaisie] et adopté par le gouvernement, a conduit à l'introduction de l'anthropologie, de la sociologie, des sciences politiques, de la psychologie et de la communication comme disciplines universitaires, ce qui constituera les bases de l'Association Malaise de Sciences Sociales fondée en 1978.

Le gouvernement a également mis en place un Département de l'Unité Nationale en juillet 1969, peu après les émeutes raciales. Plusieurs de ses directeurs et fonctionnaires étaient des anthropologues et des sociologues qui avaient obtenu leur diplôme dans les nouveaux départements et dans le département plus ancien des études malaises de l'UM. Jusque dans les années 80, de nombreux hauts fonctionnaires en Malaisie étaient d'ailleurs des diplômés de ces mêmes départements.

Un premier groupe d'anthropologues et de sociologues ont obtenu leur diplôme de l'UM et de l'Université Nationale de Malaisie (UKM), respectivement en 1974 et 1975. Ils ont été bien accueillis aussi bien dans le secteur public que privé, où ils ont facilement trouvé un emploi dans la catégorie très recherchée des « généralistes », censés pouvoir donner un sens aux problèmes contemporains et aider leurs clients. Leur capacité à « colporter la culture » dans une Malaisie multi-ethnique et à la très grande diversité culturelle était très demandée, et cela reste le cas au XXI^e siècle. Un spécialiste malais en anthropologie, Tan Chee Beng, qui a publié la *Bibliography of Ethnic Relations in Malaysia* en 1999 [Bibliographie des relations ethniques en Malaisie], a contribué de manière



Syed Hussein Alatas (1928-2007), l'un des grands intellectuels malais engagés dans le débat public, à la fois responsable politique et père fondateur de la sociologie malaise, est connu pour sa critique de la pensée coloniale.

particulièrement importante à l'étude des relations ethniques. En 2005, le gouvernement malais a suggéré l'introduction d'un « Cours de relations ethniques » obligatoire pour tous les étudiants inscrits dans les 20 universités publiques de Malaisie. Le module du cours a été préparé par une équipe que j'ai dirigé, et en 2007 on m'a confié la mise en place du tout nouveau Institut des Études Ethniques (KITA) à l'UKM.

En résumé, les anthropologues et les sociologues ont joué un rôle central dans le processus de construction de la Malaisie, en particulier en contribuant à maintenir la cohésion sociale. Ils restent les acteurs paisibles indispensables à la réalisation du concept de « Malaisie », une société plurielle et ethniquement complexe pourtant restée à un stade de tension stable assez inhabituel aujourd'hui dans ce type de sociétés. ■

> Parcours d'un sociologue engagé

Entretien avec Dato Rahman Embong



Dato Rahman Embong.

Rahman Embong, sociologue malais de renom et intellectuel engagé de longue date dans le débat public, revient sur l'interdépendance entre son parcours personnel et le développement de la sociologie malaise depuis la période coloniale, les luttes postcoloniales puis la répression et enfin la nouvelle ouverture vers l'extérieur après 1991.

MB : Commençons par le début. Comment êtes-vous parvenu à faire des études alors que vous avez grandi à l'époque du colonialisme ? Cela semble un exploit extraordinaire.

RE : Commençons par planter le décor. Michael, vous êtes récemment venu en Malaisie, un pays prospère de 28 millions d'habitants, riche en pétrole et qui aspire à deve-

nir d'ici à 2020 une nation développée à haut revenu. Le pays, qui au moment de l'indépendance en 1957 était une nation arriérée, essentiellement agricole et productrice de matières premières, a depuis réalisé des progrès considérables. À l'occasion de votre visite, nous vous avons emmené prendre le pouls de la capitale, Kuala Lumpur, et vous avons également fait visiter la nouvelle capitale administrative, Putrajaya, construite sur d'anciennes plantations d'hévéas et de palmiers à huile, qui elles-mêmes étaient à l'origine une jungle habitée par la population autochtone des Orang Asli. La capitale administrative est considérée par certains comme une véritable splendeur, une ville opulente à la pointe du progrès, qui fait l'envie de nombreux pays en développement. C'était le rêve du Premier ministre Mahatir de laisser cet héritage pour la postérité.

Mais je voudrais maintenant parler de mes origines. Je suis né dans une famille de paysans, ni riches ni très pauvres, dans l'État de Terengganu, qui était à l'époque l'État le plus arriéré du pays, sur la côte orientale de la péninsule malaise (alors connue sous le nom de *Malaya*, ou « Fédération de Malaisie » en français). Je suis né en 1944, à la fin de l'occupation japonaise, à une époque où les conditions de vie étaient très dures pour la plupart des familles, en raison des pénuries et du rationnement. Mon père cultivait le paddy [riz non décortiqué] et était aussi l'imam de la mosquée du village. C'était un homme qui refusait d'envoyer ses enfants à l'école anglaise parce qu'il voulait qu'ils aillent à une école religieuse ou arabe, et qui maudissait les Britanniques pour avoir fui et capitulé lorsque les Japonais ont envahi Malaya.

Mes parents travaillaient très dur dans leurs champs de paddy, pour faire vivre une famille de huit enfants dont j'étais le cadet. D'autres familles dans le village travaillaient de même leurs terres. Ces paysans ne correspondaient pas au syndrome insultant de « l'indigène paresseux » auxquels les orientalistes faisaient référence – une idée

reçue que Syed Hussein Alatas a démythifiée dans son ouvrage désormais classique, daté de 1977.

Mon père est mort en 1949. J'avais alors cinq ans. On disait qu'il avait été victime de la malaria, après des jours d'agonie délirante. Nous étions accablés. À la différence d'aujourd'hui, l'hôpital était loin, il n'y avait ni centre médical ni médecins, et à l'époque, nous ne savions même pas de quoi il était mort exactement. Après sa mort, la vie a été très dure pour ma mère qui, pour élever ses enfants, s'est mise à faire de la vente ambulante de fruits et légumes, de gâteaux fait maison, de tabac et d'autres produits, d'un marché de village à un autre.

Comme j'étais le cadet de la famille et que j'allais encore à l'école, je n'ai pas eu à faire des petits boulots comme mes frères et sœurs plus âgés. Mais j'accompagnais souvent ma mère d'un village à l'autre dans ses tournées des marchés, l'aidant à porter ses énormes paniers dans mes petites mains. C'était là une économie d'échange en milieu rural basée sur la vente directe.

Il n'y avait pratiquement pas d'électricité ni d'eau courante dans le village. Pas plus qu'il n'y avait de tables ou de chaises dans la maison familiale. Le soir, je faisais mes devoirs allongé sur le ventre, à la lumière vacillante d'une lampe à kérosène. Mes frères aînés ont été à l'école primaire malaise, avant d'étudier une ou deux années dans une école arabe ou une école religieuse, mais après cela ils ont quitté l'école pour travailler. Dans mon cas, cela a été différent. Ma mère et mes frères aînés ne voulaient pas que je suive le même chemin ; ils voulaient que j'aie beaucoup plus loin. C'est pourquoi, après avoir terminé mes années de primaire à l'école malaise et avoir reçu une formation religieuse de base, et après avoir réussi à l'examen d'entrée, j'ai intégré la seule école publique anglaise de la ville. J'ai été incorporé à la « classe spéciale pour Malais » – un cours accéléré qui m'a permis de passer de la troisième année directement en sixième année. Comme j'étais un très bon élément, on m'a par la suite accordé une bourse pour entrer au *Royal Military College*, sur la côte occidentale de Malaya, une école multi-ethnique réservée aux élites, fondée par les Britanniques en 1953 avec l'idée de former des officiers militaires locaux ainsi que d'éventuels hauts fonctionnaires. Dans l'ensemble de l'État de Terengganu, nous avons été cinq élèves à intégrer cette école en 1960. Je suis le seul de ma génération qui soit parti aussi loin de sa région et qui soit allé plus tard à l'étranger.

À l'époque, le commandant de l'école militaire, son directeur d'études et nombre de ses professeurs étaient britanniques. Ils étaient certes de bons professeurs, mais leur attitude condescendante a contribué à alimenter parmi les élèves des sentiments anticoloniaux. Il ne faut pas oublier que c'était seulement quelques années après l'indépendance de 1957, et que la politique de « malaisisation » n'est devenue effective qu'à partir de la fin des années 60 et du début des années 70.

Après la fin de mes études secondaires à l'école militaire en 1964, j'ai été envoyé en Angleterre, la « mère patrie », avec une bourse du gouvernement fédéral, dans l'optique d'inté-

grer la haute administration malaise une fois mes études terminées. D'autres étudiants malais méritants ont reçu des bourses similaires pour aller étudier au Royaume-Uni.

MB : Comment le fait d'aller en Angleterre, d'obtenir vos diplômes à Leicester puis à la SOAS a-t-il influé sur votre évolution intellectuelle et politique ?

RE : Mes années d'études au Royaume-Uni ont représenté un tournant décisif dans ma vie. Cela m'a permis d'élargir et d'étendre mes horizons intellectuels et de conforter mes idéaux. Je suis arrivé à Leicester en 1965 pour y étudier la sociologie, et après avoir obtenu ma licence en 1968, j'ai continué mes études avec un master en *Area Studies* (études régionales) à la *London School of Oriental and African Studies* (SOAS), que j'ai obtenu en 1970. J'avais alors parmi mes professeurs certains des plus grands spécialistes de Grande-Bretagne et d'Europe. À la fin des années 60, Londres – et d'ailleurs le Royaume-Uni et l'Europe occidentale – était en pleine effervescence, avec le mouvement étudiant et le mouvement contre l'impérialisme américain, en particulier contre la guerre d'agression menée par les États-Unis au Vietnam. Il y avait aussi la Révolution chinoise et la Révolution cubaine qui avaient un fort pouvoir d'attraction. J'étais exposé à l'influence de différentes écoles de pensée en sociologie – du structuro-fonctionnalisme au marxisme en passant par le constructivisme social – et je lisais toutes sortes de livres et de revues gauchistes comme *New Left Review* et *Monthly Review*. C'est dans ce contexte que je me suis politisé et radicalisé. Beaucoup de jeunes Malais de ma génération qui étudiaient à Londres ont également été inspirés par ce type de militantisme.

MB : Que s'est-il passé lorsque vous êtes rentré en Malaisie ? Dans un pays qui était devenu indépendant depuis déjà 15 ans, comment avez-vous trouvé votre place ?

RE : Je suis rentré le 31 décembre 1970, 19 mois après les sanglantes émeutes raciales du 13 mai 1969 à Kuala Lumpur. Au Royaume-Uni, je suivais de près ce qui se passait dans mon pays. Pour nous, les nouvelles des émeutes de 1969 ont eu l'effet d'un coup de tonnerre. À cette époque-là, j'étais à la tête d'un mouvement étudiant, et avec mes amis, nous avons organisé différentes activités telles que des forums et des séminaires pour instruire et unir les étudiants – des Malais, des Chinois, des Indiens et autres. Nous soutenions ardemment que ce n'était pas un problème de races mais de classes sociales.

De retour au pays, une nouvelle université était créée, avec le malais comme langue d'enseignement, non loin de l'Université déjà bien établie de Malaya, où l'enseignement se faisait en anglais. La nouvelle université, fondée en mai 1970, était la *Universiti Kebangsaan Malaysia* (UKM, l'Université nationale de Malaisie). Cette université était le fruit de la lutte des nationalistes malais, qui réclamaient une université où la langue nationale, le malais, soit la langue d'enseignement, une université qui allait incorporer principalement des élèves en provenance des écoles publiques. C'est dans les années 80 que la politique linguistique de « malaisisation » a pris pleinement

effet dans l'ensemble des universités du pays. Ceci dit, à cette époque-là les étudiants faisaient partie d'une élite qui représentait seulement 1% de la cohorte des 18-24 ans, alors que la proportion aujourd'hui dans les établissements d'enseignement supérieur est montée en flèche jusqu'à atteindre 30% de cette classe d'âge.

MB : Qu'en est-il de la sociologie ?

RE : La sociologie a connu à ce moment-là des avancées importantes. Au sein du cabinet du Premier ministre, le *Harvard Advisory Service* dirigé par le professeur Samuel Huntington assisté des professeurs Manning Nash, Myron Weiner et Nathan Glazer, venait de remettre au gouvernement, à la suite des émeutes de 1969, un rapport intitulé *Social Science Research for National Unity* [Recherches en sciences sociales pour l'unité nationale] qui recommandait la création de départements de sociologie, d'anthropologie, de psychologie et de sciences politiques dans les universités malaises afin de répondre aux problèmes de l'unité nationale mais aussi afin de former des spécialistes pour traiter les situations de conflit liées à la construction de la nation. C'est à ce moment-là qu'un département d'anthropologie et de sociologie a été créé à l'UKM, qui a commencé à recruter activement des professeurs. C'est ainsi que lorsque que j'ai pris mes fonctions au sein de l'administration, à mon retour en Malaisie, on m'a demandé de rejoindre l'UKM. L'Université recherchait quelqu'un comme moi, qui soit titulaire d'un master, a fortiori obtenu à Londres, pour enseigner là-bas. Au fond, c'était précisément ce que je voulais – un poste d'enseignant à l'université.

MB : Le début des années 70 semble avoir été celui d'un formidable essor des sciences sociales, quoique sous les auspices de l'équipe de Harvard, particulièrement concernée par la construction de la nation. Est-ce bien cela ?

RE : La fin des années 60 et le début des années 70 en Malaisie ont en effet été une période d'essor important pour les sciences sociales et les humanités, une période de grands débats. Mais permettez-moi de replacer l'équipe de Harvard dans son contexte. Pour mémoire, j'étais le quatrième membre du département d'anthropologie et de sociologie récemment créé, les trois premiers étant des diplômés de l'Université de Malaya. En fait, dès les années 60, avant même les recommandations de l'équipe de Harvard, on enseignait déjà des éléments à la fois d'anthropologie et de sociologie dans les cours consacrés à la culture du Département des Études malaises de l'Université de Malaya (UM). Parmi les grands sociologues de l'époque, figuraient Sutan Takdir Alisjahbana, Syed Hussein Alatas (qui s'installa plus tard à Singapour) et Syed Husin Ali. Donc s'il est vrai que la sociologie et l'anthropologie en Malaisie sont les « enfants de la modernisation et de la construction de la nation », l'équipe de Harvard n'en a cependant pas été la seule accoucheuse dans la mesure où les spécialistes à l'UM en avaient déjà établi les bases.

Les grands débats variaient d'une discipline à l'autre. Les spécialistes de littérature étaient prolifiques, insis-

tant sur l'institutionnalisation de la littérature nationale, prônant « l'art pour la société » par opposition à « l'art pour l'art » ; les historiens reniaient les approches coloniales (c'est-à-dire orientalistes) de l'histoire ; les économistes tenaient ce qui était désigné comme « le grand débat sur l'économie » ; et nous, les jeunes sociologues et anthropologues, menions une guerre du paradigme contre le positivisme, le structuro-fonctionnalisme et les théories de la modernisation, y compris celles défendues par les membres de l'équipe de Harvard.

D'un autre côté, cette époque a aussi été celle des débuts du mouvement islamique *dakwah* au sein du mouvement étudiant et des jeunes. Sur le campus, le militantisme étudiant et intellectuel battait son plein contre la guerre impérialiste des États-Unis au Vietnam et l'agression israélienne en Palestine. Sur le plan intérieur, nous soutenions la lutte des paysans sans terre et des sans-abris qui squattaient dans les villes, nous faisons campagne contre la pauvreté (qui touchait alors près de la moitié de la population) et dénonçons la corruption et la mentalité exaltant l'enrichissement rapide de l'élite dominante.

Pour moi, tout cela s'inscrivait dans la continuité de la vie universitaire et du militantisme étudiant de mes années londoniennes. En m'appuyant sur les différentes théories sociologiques, j'ai donné deux cours qui ont été très suivis – sur la sociologie du développement et la sociologie politique – tandis que mes collègues enseignaient d'autres spécialités comme la sociologie rurale, la sociologie urbaine, les relations interraciales etc. En 1973, j'ai créé une revue mensuelle intitulée *Truth* (Vérité), qui a été interdite sept mois plus tard. Ce que nous faisons avec mes collègues n'était pas seulement de la sociologie savante ou critique ; c'était – déjà – de la sociologie publique (bien que l'expression n'existât pas encore). Notre position était claire : il n'existe pas de sociologie exempte de valeurs, et les théories de la modernisation sur le développement servaient les intérêts des entreprises multinationales. En accord avec Gunder Frank, nous soutenions que le développement et le sous-développement n'étaient que les deux facettes d'un même problème, et que la sociologie héritée d'Occident était aussi « sous-développée » que les pays qu'elle était censée étudier.

MB : Puis est venu le temps de la répression. Pouvez-vous nous en parler et nous dire en quoi la sociologie a été concernée ?

RE : Pour beaucoup de gens, l'année 1974 a représenté un autre tournant décisif. C'est au mois d'août de cette année-là qu'a été organisée à l'UKM la première conférence sur le rôle et l'orientation de la sociologie, de l'anthropologie et de la psychologie en Malaisie. Je présidais le Comité d'organisation. Ce fut une conférence animée d'intenses débats sur le type de sociologie et de sciences sociales que nous devrions encourager et défendre. On retrouvait là une autre forme de guerre du paradigme. Des professeurs venus de différentes universités du pays y ont participé activement aux côtés de chercheurs et d'étu-

>>

dians. C'est à cette occasion que nous avons proposé de créer l'Association malaise des sciences sociales (MSSA), qui est devenue réalité en 1978.

Le mouvement étudiant et l'activisme intellectuel, qui en 1974 battaient leur plein, n'allaient pas durer longtemps puisqu'ils allaient bientôt être éliminés. Au mois de décembre de cette même année, il y a eu des arrestations en masse, dirigées contre les leaders du mouvement étudiant et des intellectuels engagés. Cette date a marqué un tournant, avec de graves répercussions pour l'avenir du pays. Anwar Ibrahim, l'actuel leader de l'Opposition malaise, qui était à cette époque la figure la plus influente du mouvement islamique de la jeunesse, est alors arrêté et détenu. Après sa libération, le Premier ministre Mahathir fait appel à lui et il devient alors vice-Premier ministre, jusqu'au moment où leur relation se désagrège et où Anwar est exclu du gouvernement en 1998. Le reste appartient à l'histoire.

Parmi les universitaires, Syed Husin Ali, de l'Université de Malaya – il était alors l'un des membres les plus prestigieux de la sociologie malaise – est arrêté et placé en détention pendant six ans, jusqu'à 1980. Curieusement, il trouve le moyen de conserver son poste de professeur à l'université, malgré son statut de détenu. Il avait beaucoup de prestige dans le milieu universitaire, et peu après sa sortie de prison, il est élu Président de l'Association malaise de sciences sociales, un poste qu'il a conservé pendant dix ans, jusqu'en 1990.

En 1975, à la suite de ces arrestations en masse, le gouvernement renforce le *University and University Colleges Act*, la loi sur les universités et les établissements d'enseignement supérieur qui avait été promulguée pour la première fois en 1971, en introduisant plusieurs amendements visant à restreindre les libertés universitaires et l'autonomie des universités. Cette loi répressive, qui a pendant de nombreuses années paralysé la vie intellectuelle et étudiante dans les universités, n'a été assouplie que l'année dernière.

MB : Ce n'est qu'après 1991, au moment où un accord a été négocié avec l'opposition, que les universités se sont à nouveau ouvertes sur l'extérieur, mais qu'avez-vous fait pendant toutes ces années ?

RE : Comme vous pouvez l'imaginer, j'ai échappé à une arrestation mais après la répression de 1974, j'ai dû quitter le pays. J'ai été éloigné du monde universitaire malais pendant près de 20 ans, tout en suivant de près son évolution et sans jamais cesser de faire des recherches et d'écrire.

Je suis revenu en 1992, quelques années après la fin de la guerre froide. La politique d'ouverture et d'adaptation du gouvernement, associée aux sollicitations de l'UKM en direction d'universitaires dissidents, m'ont permis en 1995 de rejoindre l'université dans le même département qu'avant. La situation est tellement différente aujourd'hui. Les universités et le gouvernement ont été soumis à la pression du marché et en ont accepté les impératifs, de sorte que l'enseignement est désormais

considéré comme une marchandise plutôt que comme un bien public. Des disciplines traditionnelles comme les sciences sociales et humaines, y compris la sociologie et l'anthropologie, ont perdu de leur attrait face aux disciplines scientifiques et technologiques, et face aux études de gestion. La faculté des sciences sociales et humaines de mon université a été restructurée : la sociologie et l'anthropologie ont perdu leur statut de département. C'est ainsi que ce qui était vraisemblablement le département d'anthropologie et de sociologie le plus développé de l'histoire du pays dans les années 70, a été réduit aujourd'hui au rang de simple cursus.

Beaucoup de sociologues et d'anthropologues confirmés de ma génération sont à présent à la retraite ou sont partis. Cependant, un anthropologue social de premier plan, issu du département d'origine, poursuit encore aujourd'hui son activité. Il est directeur d'un très important institut de recherche – l'Institut des études ethniques de l'UKM – et réalise des travaux pour l'université et pour les pouvoirs publics.

De mon côté, j'ai quitté le département avant qu'il ne soit restructuré afin de pouvoir me consacrer à temps plein à la recherche au sein de l'Institut des Études malaises et internationales de l'UKM, une unité de recherche multidisciplinaire en sciences sociales qui a été fondée en 1995. Je suis devenu professeur de sociologie du développement en 2001, puis j'ai été nommé professeur émérite en 2009.

À mon retour en Malaisie, l'une des premières choses que j'ai faites a été de reprendre contact avec l'Association malaise des Sciences sociales. En 2000, j'ai été élu Président de l'association, et comme Syed Husin Ali, j'ai occupé ce poste pendant dix ans. Lorsque j'ai cessé mes fonctions, j'ai été nommé Conseiller spécial de l'association – un poste que j'occupe encore aujourd'hui.

MB : Pour vous qui avez suivi le développement de la sociologie malaise sur plus de 40 ans, quelle direction vous semble-t-elle prendre ?

RE : Malgré des conditions qui ont changé, je vois la lumière au bout du tunnel. On observe un intérêt renouvelé pour la sociologie parmi la jeune génération de spécialistes, en dépit de l'importance accordée à la multidisciplinarité. Ils peuvent constater la force et la pertinence de théories sociales et d'approches sociologiques éprouvées ainsi que de solides méthodologies afin d'analyser les conditions sociales et proposer un changement. L'ardeur et l'idéalisme sont toujours là. Bien que le nombre de spécialistes soit moins important que dans d'autres disciplines, il est en augmentation. La MSSA témoigne de l'augmentation de l'intérêt et du nombre de spécialistes, et cette occasion de dialoguer avec vous, Michael, vous qui êtes Président de l'Association internationale de sociologie, vient à point nommé. Cela permet de susciter un plus grand intérêt et d'ouvrir notre esprit. Nous espérons bien poursuivre cette collaboration, qui ne manquera pas de donner un coup de fouet à la sociologie et aux sciences sociales malaises. ■

> La sociologie tunisienne après la révolution

Mounir Saidani, Université El Manar de Tunis (Tunisie)



Le Tunisien Mohammed Bouazizi, jeune marchand ambulant de fruits et légumes, devenu la figure emblématique qui a déclenché le Printemps arabe.

Trois aspects contradictoires caractérisant la situation actuelle en Tunisie influent sur le travail des sociologues : des changements politiques considérables, une liberté d'expression élargie, et l'avènement d'une nouvelle vague de mouvements sociaux. Étant donné la rapidité des changements sociaux, les sociologues tunisiens ont essentiellement répondu de manière individualiste.

> Le contexte postrévolutionnaire

La dictature de Ben Ali a pris fin le 14 janvier 2011. Depuis, le pays connaît une « guerre de tous contre tous », avec une majorité des conflits centrés sur le nouvel « ennemi public », les

salafistes, considérés comme la plus grave menace pour ce qui est connu comme le « mode de vie tunisien ». Même les organismes de charité, d'aide sociale, de philanthropie, les associations culturelles et les ONG se sont trouvés, presque malgré eux, impliqués dans des conflits au sein d'une arène politique profondément divisée. Le fait qu'il y a environ 150 partis politiques et quelque 15.000 associations ne facilite pas la compréhension de la situation.

Les statistiques sociales ainsi que d'autres types de données sont maintenant davantage disponibles mais le niveau de désorganisation de l'administration et la lenteur de la réforme de son mode opératoire ne contribuent pas vraiment à créer un tableau plus précis de la société tunisienne. Avec la liberté d'expression telle qu'elle se manifeste à travers la prolifération des magazines, des journaux, des médias sociaux, des chaînes de télévision publiques et privées (plus de 10 en tout) et des stations de radio (environ une quinzaine, essentiellement FM), les rues et les places sont devenues des arènes de lutte politique et des laboratoires de formation de l'opinion publique.

D'anciens acteurs participent à la lutte actuelle, d'anciens intérêts deviennent les enjeux d'aujourd'hui, et une sombre opacité politique rend la tâche du sociologue risquée. Les mouvements sociaux, en particulier après

les élections du 23 octobre 2011, sont moins contrôlables. Les grèves générales locales, les sit-in et les affrontements avec les forces de sécurité se sont généralisés à travers le pays, particulièrement dans les petites villes de la région centre-ouest de la Tunisie, berceau de la révolution. Les leaders locaux deviennent davantage comptables de leurs actes face à la protestation populaire, qui elle-même fonctionne grâce à l'expansion des réseaux sociaux. La prophétie sociale n'est pas du domaine des experts et des chercheurs. Les mouvements sociaux expriment de nouveaux besoins et luttent pour de nouveaux objectifs, qu'ils soient environnementaux, ethniques, régionaux ou liés au genre. L'analyse des mouvements sociaux doit sans cesse être renouvelée.

> La sociologie en période de turbulence

Les 60 sociologues rattachés aux trois départements de sociologie des universités tunisiennes peuvent être classés en trois catégories. Il y a ceux qui publient des livres sur les bouleversements actuels – ils ne sont pas nombreux, peut-être quatre ou cinq. À peu près le même nombre publie des articles. La majorité ne publie pas, affirmant que « le mouvement social en cours ne peut pas être analysé en raison de son caractère chaotique et éminemment changeant ». Avant la révolution, il n'y avait pas plus de deux ou trois sociologues à s'inté-

>>

resser aux mouvements sociaux et à des questions s'y rapportant. Pendant la première année de la période post-révolutionnaire, les sociologues appartenant à la deuxième catégorie ont adopté une position plutôt confortable, écrivant des articles dont le contenu théorique présentait peu de risques ou écrivant tout simplement sur eux-mêmes. Ils écrivaient dans des journaux hebdomadaires et même des quotidiens, et leurs articles portaient sur ce qui se passait en général dans le pays. Des articles plus ciblés essayaient d'identifier les acteurs de la révolte. Certains de ces sociologues faisaient part de leurs impressions sur des blogs ou sur Facebook.

Au début, les points de vue des sociologues suscitaient peu d'intérêt dans les médias, mais cela a changé au fur et à mesure que les mois passaient. Au niveau de la diffusion de leurs connaissances, les sociologues tunisiens sont en train de vivre une nouvelle relation avec les médias, dans laquelle le recours à leurs services fait partie d'une stratégie politique visant à traiter d'une nouvelle manière les questions sociales. Certains sociologues ont intégré les équipes éditoriales de revues théoriques ou intellectuelles, d'autres interviennent dans des centres de recherche, hors de toute structure universitaire. Aucun de ces groupes ne produit de savoir scientifique. Quelle sorte de travail fournissent-ils ? On ne peut guère se montrer très optimiste, sachant les conditions dans lesquelles ils travaillent. L'autre question concerne ces nouveaux moyens de diffusion : ouvrent-ils de nouvelles opportunités pour une sociologie publique ou bien sont-ils simplement une manœuvre politique destinée à sombrer dans la polémique ?

Un sociologue tunisien qui publie des livres a dit : « Tout ce que j'ai publié est le fruit de mes propres efforts. Personne ne m'a apporté aucun soutien ». Un autre réplique : « Nous, les sociologues qui ne sommes pas les mieux cotés dans le milieu universitaire, nous n'avons pas d'op-

portunités. La plupart des activités, même celles organisées au sein de l'université, sont réservées à ceux qui ont déjà été "reconnus". » Ainsi, les jeunes sociologues sont confrontés à une situation particulièrement difficile : « S'il va falloir faire face seul, les jeunes sociologues ne le pourront pas ». Cependant, nous avons une nouvelle publication qui s'intitule *Penser la société tunisienne aujourd'hui : La jeune recherche en sciences humaines et sociales* qui a rassemblé une vingtaine d'articles écrits en français à la suite d'un atelier d'écriture qui s'est tenu en juillet 2010 en collaboration avec l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC). D'un autre côté, l'Association Tunisienne de Sociologie, qui a été créée il y a plus de 25 ans, n'a été capable d'organiser depuis la fin de la dictature qu'un tout petit nombre de réunions pour les étudiants en sociologie.

Une des réponses adoptée par les sociologues tunisiens a été d'essayer de publier à l'étranger et de s'assurer ainsi une plus grande visibilité. Mais le premier symposium international de sociologie organisé sous le titre « La sociologie et les révolutions arabes » qui s'est tenu en mars 2011 à Sidi Bouzid, le lieu de naissance de Bouazizi – le vendeur ambulant qui s'est immolé par le feu et qui est devenu le catalyseur de la Révolution tunisienne – n'a pas réuni plus de sept sociologues tunisiens, dont l'un vivait à Beyrouth, un Algérien, et un Libanais qui venait d'Angleterre.

D'autres sociologues tentent d'établir des relations avec les mouvements sociaux : « Je suis moi-même un activiste du mouvement social. J'essaie de défendre ma position en exposant un point de vue sociologique » a dit un collègue. Un autre témoigne « Ce n'est pas facile. L'activisme social en Tunisie est un phénomène nouveau, et à la fois l'opposition et les partisans du gouvernement créent de nombreux obstacles. La formation, les concepts de base, le recrutement de nouveaux acteurs,

tout cela doit être mis en œuvre simultanément et de manière démocratique. Il doit y avoir du respect pour la dynamique interne des équipes. C'est devenu plus difficile quand vous êtes seul sans autre arme que votre volonté. » Depuis le début de l'année universitaire 2011-2012, les jeunes chercheurs ont montré un intérêt grandissant pour les mouvements sociaux, en particulier des étudiants en master mais aussi, quoiqu'en nombre plus restreint, des étudiants en doctorat. Beaucoup de leurs recherches sont basées sur un travail de terrain, des enquêtes et d'autres types de recherches scientifiques et mettent l'accent sur le rôle de la jeunesse, sur les médias sociaux et sur les souvenirs des participants.

> De nouvelles opportunités pour la recherche

Les conditions pour faire de la recherche sont beaucoup plus ouvertes qu'avant. La vieille crainte de représailles politiques et administratives, qui avait restreint la liberté d'expression, n'a plus cours, et les personnes interviewées se sentent libres d'exprimer leur point de vue et de parler de leurs expériences. Les chercheurs peuvent utiliser des photos, des témoignages enregistrés en vidéo et, parfois, des journaux intimes. Cependant, de nouveaux cadres théoriques demeurent à un stade de développement embryonnaire.

On peut dire que les sociologues tunisiens qui étudient les mutations de leur société continuent à rencontrer des obstacles considérables pour développer un nouveau cadre conceptuel pour leurs recherches. Toutefois, le changement rapide et profond dans la période postdictatoriale conduit à une approche plus scientifique de l'étude de la société. La question reste cependant celle-ci : les sociologues sauront-ils tirer parti de la multiplication des opportunités pour remplir leurs nouvelles obligations vis-à-vis du développement de la société ? ■

> La sociologie filmique

Entretien avec Joyce Sebag et Jean-Pierre Durand

Université d'Évry (France)



Joyce Sebag.



Jean-Pierre Durand.

Les sociologues Joyce Sebag et Jean-Pierre Durand sont un couple de spécialistes de sociologie filmique qui travaillent au Centre Pierre Naville de l'Université d'Évry. Après deux décennies bien denses consacrées à la sociologie du travail, leur fascination de toujours pour l'image les a conduit à lancer un master « Image et Société ». Leurs étudiants de master et de doctorat reçoivent une formation cinématographique doublée d'une formation en sciences sociales, et doivent en fin de cursus réaliser un film sociologique afin de valider leur diplôme. Parallèlement, Sebag et Durand ont également réalisé trois documentaires : *Rêves de chaîne*, sur les nouvelles conditions de travail dans une usine automobile en Californie, *Nissan : une histoire de management*, sur les stratégies d'une entreprise multinationale, et *50 ans d'affirmative action à Boston*, sur la discrimination positive aux États-Unis. Grâce à leur travail, la sociologie filmique a été récemment reconnue par l'Association française de sociologie comme une discipline à part entière. Ils sont ici interviewés par Jordanna Matlon, post-doctorante à l'Institute for Advanced Study de Toulouse.

JM : Pourquoi désignez-vous ce que vous faites du nom de « sociologie filmique » et non de « sociologie visuelle » ?

JS : À mon avis, la sociologie visuelle existe déjà depuis longtemps, mais c'est plus une analyse de photographies et de films qu'une manière de penser au moyen d'images. Nous voulons essayer de trouver une manière pour la sociologie d'exprimer des choses au moyen de la photographie et du cinéma.

JM : Quels seraient, selon vous, les compétences particulières d'un spécialiste de sociologie filmique ?

JS : Quand vous étudiez un sujet, vous pensez avoir fait quelque chose de très rationnel, et vous avez une grande distance vis-à-vis de votre objet d'étude. Vous pensez être « extérieur » à cet objet. Or l'une des raisons d'utiliser les médias comme support c'est de montrer qu'on est toujours à l'intérieur des recherches qu'on mène.

JM : Et c'est là un élément essentiel de la méthode.

JS : Oui, effectivement. Le film est un moyen de dire que la science n'est pas « extérieure » aux gens. Elle est contenue à « l'intérieur » des gens qui sont présentés et étudiés. Votre point de vue se trouve là. Un documentaire est un espace de réflexion. On fait de la recherche pour créer cet espace de réflexion, et comme un moyen d'engager le débat avec des gens qui n'ont pas le point de vue du sociologue et, en même temps, de créer quelque chose de nouveau. C'est un point de rencontre. C'est un moyen d'intégrer une multiplicité de points de vue.

On voit que les gens qui apparaissent dans le film sont les acteurs de la recherche. Et on le voit clairement. Ils pensent. Ce ne sont pas de simples objets.

JPD : Je voudrais ajouter que si les sociologues ont commencé à comprendre l'usage qui pouvait être fait des films et des vidéos de manière assez tardive – par rapport aux anthropologues –, je pense que c'est parce qu'en sociologie nous avons commencé par étudier les gens qui vivent au même endroit que nous, et non en Afrique, en Indonésie ou ailleurs. Quand les sociologues traitent de leur propre pays, ils choisissent leur objet d'étude, la tranche de réalité qu'ils vont traiter. Qui plus est, lorsqu'on écrit, il est très facile de faire ce choix. Et ce qui est le plus important pour les sociologues, ce n'est pas ce qu'ils disent mais ce qu'ils omettent de dire – le résiduel. Quand on fait de la sociologie filmique, il est beaucoup plus difficile de choisir, d'omettre les éléments résiduels.

JM : Pouvez-vous donner un exemple de choix que vous avez fait, ou un exemple tiré de votre expérience ?

JPD : Par exemple, dans [notre documentaire] *Rêves de chaîne*, nous n'avons pas beaucoup parlé des syndicats avec les travailleurs. Seulement un petit peu. Et certains d'entre eux ont dit des choses très, très négatives sur les syndicats. Les syndicats, ce sont pour les...

JS : ... les paresseux.

JPD : Les paresseux, oui, c'est ce qu'a dit l'un des travailleurs. Et une femme a dit « je suis une travailleuse, je ne peux pas me mettre en grève ». Lorsqu'on écrit un livre, c'est le genre de commentaires qu'on laisserait de côté, parce qu'il représente peut-être une ou deux secondes d'une longue interview. Mais en fait, là nous avons utilisé ce commentaire pour montrer pourquoi et comment les gens acceptent de nouvelles conditions de travail, comme les règles de travail à la japonaise. Et les syndicats doivent être d'accord avec leurs membres, donc ils se taisent.

JS : Nous avons vu des travailleurs très débordés et très fatigués, soumis à une forte pression. Mais au moment de les filmer, ils apparaissaient très calmes et très détendus. Donc on a dû montrer comme ils apparaissaient calmes.

Mais ensuite, parallèlement, nous les avons aussi interviewés et tous disaient « c'est un travail dur, tellement dur ». Mais on n'est pas dans un film de Charlie Chaplin. Tout paraît très tranquille. Alors on a juxtaposé l'interview pour montrer que ce que l'on voit, quand on fait un travail d'observation sur le terrain, parfois ne correspond pas à la réalité du ressenti des gens. Et on a intitulé notre documentaire *Rêves de chaîne*, parce qu'ils rêvent tous d'échapper à cela, d'échapper à la chaîne.

Donc ce film est un moyen d'engager la conversation. Il remet en question la simplification de la réalité, une simplification qui fait violence à la réalité.

JPD : Comme l'a fait remarqué Joyce, il s'agit là d'une sociologie subjective, mais aussi d'un savoir rationnel. Nous avons notre point de vue. Nous assumons notre propre subjectivité, mais c'est autrement plus difficile que d'écrire un livre ou un article. Parce qu'évidemment, on peut faire des choix – on filme et puis on fait le montage, etc. Certes. Mais quand on fait un film, on ne peut pas simplement laisser de côté les faits qui dérangent. C'est un grand problème. J'ai écrit une quinzaine de livres, et je sais comment montrer ce qui est important et comment présenter mes arguments dans un livre. Mais avec un film, on ne peut pas argumenter de la même manière parce que les faits – les faits sociaux – sont là, devant vous. Parfois, les sociologues peuvent faire de la magie, mais lorsqu'on fait de la sociologie filmique ce n'est pas possible.

JM : En tant que spécialiste de sociologie filmique, comment percevez-vous votre rôle dans la société ?

JPD : Je pense que notre rôle est de montrer ce qui est caché dans la vie sociale. Pour cela, il se peut qu'on ait besoin d'expliquer les choses de manière rationnelle, mais si l'on veut être écouté et attirer l'attention des gens avec lesquels on doit travailler, nous devons aussi prendre en compte les émotions. Je pense que lorsqu'on écrit, il est plus difficile de montrer les différentes couches dont sont faites nos émotions, comme par exemple les émotions contrôlées.

JS : Par exemple, dans notre film sur *l'affirmative action* [la discrimination positive], nous avons réalisé une interview particulièrement éloquente auprès d'une femme d'un quartier déshérité de Boston. Sa manière de répondre à nos questions témoignait de sa dignité, de sa maîtrise de soi. De cette manière, elle allait à l'encontre de ceux qui auraient choisi la violence. Je crois que c'est important de montrer la dignité des gens.

JM : Pensez-vous que dans la sociologie filmique l'usage particulier qui est fait du facteur émotionnel à des fins de persuasion puisse être critiqué comme étant de la manipulation ? Ou peut-être constitue-t-elle un nouveau moyen de gagner en compréhension ?

Scène tirée du second film de Sebag et Durand, actuellement en cours de production, sur l'affirmative action (la discrimination positive), intitulé Mississippi, Columbus, Boston : une trajectoire familiale. Le film retrace le chemin parcouru par une famille d'Afro-Américains, depuis l'esclavage jusqu'à Harvard.



JS : Il n'y a pas qu'une seule manière de comprendre quelque chose. Notre compréhension n'est pas seulement rationnelle. Comprendre par le biais des sentiments, c'est aussi comprendre. On peut même comprendre plus de choses de cette manière. Mais il est vrai qu'on peut aussi manipuler en écrivant un livre, peut-être même encore plus facilement.

Mais un film change également la nature de la relation que vous avez avec les gens que vous rencontrez sur le terrain. J'ai été sur une chaîne d'usine d'un fabricant automobile près de Paris, pour y mener des recherches ethnographiques. Un travailleur m'a dit : « Vous dites que vous faites de la recherche et on vous aide. Mais on n'est plus rien une fois vos recherches terminées, on ne reçoit rien en retour. C'est bien pour votre carrière et c'est tout ».

JM : Comme l'exploitation.

JS : Oui, c'est comme l'exploitation. Mais quand vous voyez des gens parler dans un film, ils existent. Peut-être que vous leur expliquez, peut-être que c'est un autre type d'exploitation. Mais au moins à partir de ce moment-là, on peut leur dire « vous existez ». Vous pensez. Vous parlez. Et le spectateur peut voir leurs expressions corporelles, et écouter le ton de leur voix.

Et c'est très important de montrer que ces gens ne sont pas des ombres, mais des êtres humains bien réels. Et qu'ils pensent. Vous écoutez leurs mots et vous voyez leur visage. Nous ne leur faisons pas jouer un rôle, ils jouent leur propre rôle dans le film.

JM : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez en tant que sociologue spécialisé dans le sociologie filmique ?

JPD : Beaucoup de gens – le public, les sociologues, et de nombreux chercheurs – ne savent pas interpréter des images, des photos. À l'école on nous apprend à lire et à écrire des mots, mais on ne nous apprend jamais à « lire » des images. Il y a des spécialistes en la matière : des spécialistes de l'analyse cinématographique, des spécialistes de l'analyse photographique, des critiques, et ainsi de suite. Mais il existe un écart considérable entre ces professionnels et le public. C'est un problème, parce que le public – et avec lui, de nombreux sociologues – ne sait pas interpréter une image. En tant que sociologues spécialisés dans la sociologie visuelle et filmique, c'est vraisemblablement le plus grand défi auquel nous sommes confrontés..

JS : Une formation est nécessaire pour savoir analyser des images. Et pour faire un film, il faut comprendre ce que veut dire faire une image.

JPD : Dans une photo, vous avez l'effet que crée sur vous la photo. Mais il vous faut également penser à l'endroit où elle a été prise et à ce qu'il y a hors champ.

JS : Quand vous montrez une image, il y a quelque chose en dehors de cette image.

JPD : Vous avez là le champ, mais la plupart du temps on est hors champ.

JS : Pour les sociologues, il en va de même. On cherche ce qui se voit et ce qui ne se voit pas.

JPD : Le contexte.

JS : Oui, le contexte. Ce qui est en dehors du champ, ce qui est caché par les personnes qui sont en face de vous.

JPD : Or beaucoup de gens ne prêtent attention qu'à ce qui apparaît dans le champ. Mais il n'est pas possible de cette manière de comprendre les liens avec la société au sens plus large, d'avoir une « vue d'ensemble ».

JM : ***Vous avez parlé de la formation nécessaire pour comprendre des images. J'imagine que cela est d'autant plus important lorsqu'il est question de faire de la sociologie filmique de qualité. Comment avez-vous mis en place le programme de master à l'université d'Évry ?***

JPD : L'Université d'Évry fait partie des quatre universités créées au début des années 90 en région parisienne. J'ai été sollicité comme sociologue du travail en milieu industriel. Le président de l'université était quelqu'un de très intelligent, ouvert aux innovations. Joyce s'est adressé à lui pour traiter des possibilités pour une filière de sociologie cinématographique et il lui a répondu « Je n'ai pas de budget pour cela, mais si vous trouvez le financement, je vous soutiendrai ».

JS : Jean-Pierre a trouvé le financement. Il menait à ce moment-là des recherches dans l'industrie automobile, et la direction de l'usine a offert son aide financière à l'université. Ils nous ont apporté les fonds et nous avons acheté notre première caméra. En outre, pour organiser cette formation à l'université, la première année j'ai dit « Bon, si vous voulez suivre ce programme et enseigner dans cette filière, il va falloir suivre toute la formation de vos collègues ». C'est-à-dire se former aux techniques du son, à la réalisation, à l'écriture de scénario, au montage, à tout cela, mais aussi suivre des cours de sociologie, d'histoire, d'anthropologie, d'histoire du documentaire, d'analyse d'images. C'est ce que nous avons fait pendant un an. Après cela, nous avons fait une demande auprès du Ministère pour que la formation que nous avons mise en place soit reconnue, et il l'a fait. Donc en 1997 nous avons mis en route le master *Image et Société*. Les étudiants qui suivent cette formation doivent réaliser un film pour leur thèse. Ils doivent le réaliser tout seuls.

JPD : Ce master était le seul pour lequel était exigée une double compétence : technique, avec tout ce que cela comporte (techniques cinématographiques, d'écriture de scénario, etc), mais aussi en sciences sociales.

JM : ***Quand vous dites que c'est le seul master pour lequel soit exigé une double compétence, voulez-vous dire en France ? Ou dans le monde ?***

JS : À l'échelle du monde, je n'en sais rien ! En France, il y a désormais des initiatives pour en créer d'autres. Mais cela a vraisemblablement été le premier du genre.

JPD : Nous avons maintenant 20 étudiants en master par an et sept doctorants.

JM : ***Dans la mesure où, jusqu'à présent, vous avez essentiellement formé des professionnels, ne pensez-vous pas qu'en tant qu'universitaires, c'est une perte, dans le sens où vous ne contribuez pas à diffuser votre savoir-faire en sociologie filmique ? Ou pensez-vous que ces praticiens se considèrent aussi comme des spécialistes de sociologie filmique ?***

JPD : Tout dépend d'eux. Certains sont très investis dans la vie sociale et politique. C'est d'ailleurs en tant qu'actives que certains étudiants ont été attirés par ce master. Nous leur montrons que l'activisme ne suffit pas pour faire un bon documentaire, parce que quand on est un activiste, on a un seul point de vue et on ne cherche pas à voir autre chose. Cela prend peut-être six mois pour les convaincre de changer d'avis, d'adopter une approche plus large. Ces étudiants-là, une fois qu'ils ont compris cela, peuvent faire de très bons réalisateurs parce qu'ils portent en eux une motivation sociale.

JM : ***Donc dans le cas de vos étudiants de doctorat, pensez-vous qu'ils peuvent être intéressés par l'enseignement ?***

JPD : Certains voudraient être des documentaristes, mais à un plus haut niveau. D'autres voudraient enseigner, oui, rester dans le milieu universitaire. Mais ils sont conscients que c'est très difficile parce qu'il faut d'abord que les sociologues en général reconnaissent la sociologie filmique comme une filière à part entière, et nous avons encore du chemin à faire. Nous travaillons dans ce sens. Il n'y a peut-être que trois ou quatre universités qui s'intéressent à la sociologie filmique. Les postes d'enseignant sont rares, et c'est là l'un de nos problèmes. Nous sommes au début du processus. ■